



Table des matières

5	Préface
7	Introduction
15	Les programmes scientifiques
15	ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL
	Chaînes de valeur mondiales et entreprises multinationales
	Géopolitique et commerce international
	Commerce et environnement
	Aspects régionaux de la mondialisation
	Mesure de la mondialisation et spécialisation
	Bases de données, Profils et outils
	Projets hors programme de travail
29	MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES
	Inflation, prix de l'énergie
	Enjeux macroéconomiques et défis de la transition énergétique
	Déséquilibres extérieurs et effets des politiques macroéconomiques sur les structures de production en économie ouverte
	Enjeux monétaires et financiers dans les pays émergents
	Projets hors programme de travail
51	MIGRATIONS INTERNATIONALES
	Migrations et emplois
	L'intégration des immigrés dans le pays d'accueil
	Migrations, opinions publiques et vote
	Migrations et normes culturelles
	Projet hors programme de travail
60	POLITIQUE COMMERCIALE
	Commerce et déforestation
	Modélisation du secteur agricole
	Climat
	Intégration commerciale en Afrique
	La Chine au cœur des politiques commerciales
	Economie politique de la mondialisation et de la protection commerciale
	Outils
	Projet hors programme de travail
72	Conférences, séminaires et débats organisés ou co-organisés par le CEPII
74	Conférences, séminaires et débats organisés par le Club du CEPII
76	La présence du CEPII dans les médias
77	Site web du CEPII
79	Les publications académiques du CEPII



Préface



Jean Lemierre
Président du Conseil
du CEPII

L'arrivée au pouvoir, dans les années 2010, de Xi Jinping en Chine, de Narendra Modi en Inde et de Donald Trump aux États-Unis (pour son premier mandat) a marqué la fin d'une phase de mondialisation relativement consensuelle. Depuis 2020, l'environnement géopolitique des relations économiques internationales connaît des bouleversements à la fois plus rapides, plus profonds et souvent plus violents : pandémie, guerre en Ukraine, affrontements au Moyen-Orient, tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine. Ces bouleversements perturbent les chaînes de valeur, amplifient l'incertitude et limitent la portée des politiques publiques. Ils se produisent alors que, depuis une dizaine d'années, d'une part, se développe un sentiment croissant de fragilité lié au changement climatique et à l'érosion de la biodiversité et que, d'autre part, s'affirme la puissance des grandes entreprises du numérique. La volonté affichée de la nouvelle administration américaine de privilégier une approche unilatérale ne fait qu'accentuer la complexité des réflexions à mener face à la multiplication des défis. Dans ce paysage géopolitique et économique de plus en plus instable, marqué par des crises successives et des tensions accrues entre grandes puissances, la nécessité

d'une recherche rigoureuse et d'une expertise éclairée est plus essentielle que jamais. Le CEPII, par son engagement constant dans l'analyse approfondie des dynamiques géoéconomiques, joue un rôle central dans la compréhension des enjeux contemporains. Les travaux qu'il a menés en 2024 en témoignent à nouveau. Plus encore que par le passé, ils se sont orientés vers la géoéconomie, avec pour ambition, par exemple, de comparer les stratégies de sécurité économique des grandes puissances, d'évaluer les vulnérabilités commerciales, de décrypter la géopolitique des réserves de change ou encore d'analyser les interactions complexes entre migrations et normes culturelles. Plus récemment, le CEPII s'est mobilisé pour évaluer les conséquences économiques des annonces successives de la nouvelle administration américaine en matière de commerce international. Si les chercheurs doivent en permanence questionner la pertinence de leurs objets d'étude et l'adaptation de leurs méthodes, leurs travaux n'en constituent pas moins une boussole précieuse pour anticiper et orienter les politiques de demain.



Introduction



Antoine Bouët
Directeur du CEPII

En 2024, l'économie mondiale a connu une croissance modérée, avec un taux estimé à 3,3 %, identique à celui de 2023. Cette stabilité masque des disparités régionales : une légère accélération dans les pays avancés (1,8 %) a été contrebalancée par une décélération dans les économies émergentes et en développement (4,3 %). L'inflation mondiale a poursuivi sa décrue, passant de 6,8 % en 2023 à 5,9 % en 2024, avec des prévisions à 4,5 % pour 2025. Le commerce international a montré des signes de reprise après une contraction en 2023. Selon l'OMC, le volume du commerce mondial des marchandises devrait augmenter de 2,6 % en 2024 et de 3,3 % en 2025. Cependant, des tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, ont perturbé les expéditions maritimes entre l'Europe et l'Asie, posant des risques pour la reprise des échanges mondiaux. Les politiques commerciales ont été marquées par une montée du protectionnisme, en particulier aux Etats-Unis avec en début d'année des droits de douane élevés sur des flux de commerce réduits. L'élection de novembre 2024 a vu la victoire d'un candidat s'appuyant sur un programme très protectionniste. En fin d'année, l'incertitude sur la politique commerciale des Etats-Unis est maximale, avec des

ambitions affichées par l'administration américaine d'imposer la réciprocité et de sanctionner la Chine pour des pratiques déloyales. Enfin, l'année 2024 a confirmé l'urgence climatique : les phénomènes extrêmes (tempêtes et ouragans aux Etats-Unis, inondations en Chine, au Brésil, en Allemagne, et en Espagne, incendies en Amérique du Sud, à Hawaï, et en Grèce) se sont multipliés. La décarbonation des économies reste évidemment une priorité.

Comme toujours, les économistes du CEPII non seulement initient ou poursuivent des recherches structurantes et inscrites dans la durée, mais aussi mènent des travaux répondant aux développements les plus récents de l'actualité économique mondiale.

Concernant les recherches structurantes, les chercheurs du CEPII analysent les caractéristiques des chaînes de valeur et leurs conséquences pour la transmission des chocs internationaux, avec notamment l'analyse de la structuration des réseaux de filiales des multinationales et leur ajustement depuis la crise du Covid-19, mais aussi des travaux sur le secteur automobile. Avec le savoir-faire du CEPII dans les bases de données et les indicateurs, le

thème de la géo-économie structure différents programmes. Pour le programme ACI, c'est l'analyse comparée des stratégies de sécurité économique des grandes puissances et le développement d'indicateurs permettant de mieux mesurer les vulnérabilités commerciales. Pour le Programme Macroéconomie et Finances Internationales, le travail important sur la base de données sur les bilans des banques centrales donne naissance à des travaux intéressants sur la géopolitique des réserves de change. Cette base de données permet aussi d'étudier l'absorption des chocs internationaux par les banques centrales.

Autre travail structurant, celui du programme Migrations Internationales sur les effets des régularisations en France et en Italie sur l'emploi et les salaires des natifs et des immigrés, et celui sur migration et diffusion des normes culturelles en Europe. On peut trouver dans le cadre des travaux répondant aux développements les plus récents de l'actualité une évaluation en équilibre général calculable de l'impact potentiel des politiques protectionnistes des Etats-Unis, ou aussi une analyse des bouleversements et défis énergétiques auxquels l'Europe est confrontée dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Les économistes du CEPII ont également investi dans le développement de leurs outils d'analyse. Le modèle MIRAGE a une nouvelle fois fait l'objet d'améliorations significatives : représentation améliorée des émissions de gaz à effet de serre (GES) et des projections du mix électrique, offrant une vision

plus précise des enjeux environnementaux. Du point de vue des politiques commerciales, de nouvelles mesures commerciales temporaires ont été développées et incorporées dans le scénario de référence : celles liées à la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine en 2018, sanctions contre la Russie. Enfin, de nouvelles estimations de la protection des barrières non tarifaires dans les services ont été réalisées, en utilisant la base GTAP11.

En 2024, le suivi des questions émergentes et des politiques économiques s'est traduit par de nombreuses conférences (44 y compris celles du Club du CEPII, voir Annexes 1 et 2) et de multiples interventions publiques : notre site internet fait l'objet d'une intense fréquentation (678 450 visites, en hausse de 38,6% par rapport à l'année précédente, voir Annexe 4). Au total, le CEPII est apparu 2300 fois dans les médias, un chiffre en hausse de 33 % par rapport à l'année précédente à indicateur comparable (voir Annexe 3).

En 2024, les économistes du CEPII ont continué de publier dans des revues académiques à comité de lecture : 24 publications, soit un niveau bien supérieur aux trois années précédentes (environ 17 de moyenne). Le maintien d'un nombre important de publications dans des revues académiques de qualité est un gage de crédibilité scientifique du centre. Ce rapport d'activité suit la division habituelle par programme scientifique du CEPII puis, au sein de chacun, par projet.



ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

L'actualité internationale a été dense sur les sujets commerciaux en 2024, suscitant de nombreuses sollicitations et orientant les priorités vers des projets en lien avec ces évolutions. Le rythme de publication des économistes du programme est resté soutenu, avec six articles parus dans des revues à comité de lecture, cinq documents de travail, trois Lettres du CEPIL, trois Policy Briefs et trois rapports réalisés cette année. Les projets finalisés cette année ont permis d'approfondir plusieurs axes du programme de travail. L'analyse des caractéristiques des chaînes de valeur et de leurs conséquences pour la transmission des chocs internationaux s'est poursuivie dans deux directions : l'analyse de la structuration des réseaux de filiales des multinationales et leur ajustement depuis la crise du Covid-19, laissant apparaître un début de relocalisation en faveur des filiales nationales. La poursuite des travaux sur le secteur automobile a servi à développer nos outils de modélisation, utilisés notamment pour simuler l'impact des droits de douane sectoriels de 25% annoncés par Donald Trump. La géo-économie constitue un

axe structurant du programme combinant des travaux d'analyse comparée des stratégies de sécurité économiques des grandes puissances et le développement d'indicateurs permettant de mieux mesurer les vulnérabilités commerciales. Plusieurs autres travaux ont également progressé, portant sur l'analyse régionale du vote anti-mondialisation, la compétitivité dans le secteur agricole et celui de la mode et de la haute couture, ainsi que sur les échanges de gaz à effet de serre incorporés dans le commerce international. Enfin, en matière de mesure de la mondialisation, le travail de fond quoique moins visible de développement et de mise à jour de nos bases de données a été poursuivi. Une nouvelle base, GEODEP, dédiée aux dépendances commerciales à l'importation, a été élaborée et mise en ligne cette année. En parallèle, les bases BACI, Chelem, TradeProd, GVC-V ainsi que les Profils du CEPIL ont été actualisés et entretenus. Une série de billets de blog graphiques réguliers a par ailleurs été mise en place pour améliorer la diffusion de nos informations statistiques

MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

Les travaux du programme de recherche MFI se sont articulés cette année autour de trois axes : les enjeux macroéconomiques et les défis de la transition énergétique ; les effets des déséquilibres extérieurs et des politiques macroéconomiques en économie ouverte sur les structures de production ; et les enjeux monétaires et financiers dans les pays émergents.

Un premier axe de recherche s'est concentré sur les enjeux macroéconomiques et les défis associés à la transition énergétique. Dans le prolongement des travaux menés par l'équipe sur les minerais et métaux stratégiques, une étude a permis de reconstruire les chaînes de valeurs relatives à ces matériaux et leurs évolutions au cours du temps, avec une attention toute particulière portée au cas des batteries lithium-ion. L'analyse met en évidence la position dominante de la Chine à toutes les étapes de la chaîne de valeur, et détaille la stratégie qu'elle a mise en place afin d'y parvenir. Une recherche s'est aussi intéressée à l'impact du changement climatique sur le risque souverain dans les économies exportatrices de matières premières. Les estimations économétriques montrent qu'une augmentation des anomalies de température accroît la probabilité de crises budgétaires, soulignant la vulnérabilité de ces pays aux chocs climatiques. En s'appuyant sur des données historiques sur plus d'un siècle, l'équipe MFI a également étudié la façon dont les banques centrales ont pu utiliser leur bilan

pour absorber les chocs climatiques. Une des raisons de la création des banques centrales au 19^{ème} siècle était en effet de protéger les marchés de crédit tant des chocs climatiques saisonniers que des événements climatiques extrêmes. L'analyse révèle que ces institutions ont majoritairement réagi à de tels chocs perçus comme des chocs d'offre négatifs en abaissant leurs taux directeurs. D'autres recherches ont par ailleurs visé à mieux appréhender les effets potentiels de la transition én. Une étude empirique a à cet égard mis en évidence les difficultés d'ajustement du marché du travail français face à des mutations de grande ampleur nécessitant d'importantes réallocations sectorielles, à l'image de celles que pourrait provoquer la transition écologique. Un travail de modélisation de la transition énergétique et des dynamiques d'ajustement du marché du travail est en développement afin de quantifier les effets des réallocations sectorielles sur le marché du travail et d'anticiper les conséquences des différentes politiques visant à initier la transition.

En second lieu, le programme de recherche MFI s'est intéressé aux effets des déséquilibres extérieurs et des politiques macroéconomiques en économie ouverte sur les structures de production. Un travail économétrique a ainsi été consacré à l'impact des mésalignements de change, entendus comme l'écart entre le taux de change effectif et sa valeur d'équilibre théorique, sur la croissance économique. Il met en évidence le caractère généralement



sous-optimal de ces mésalignements : seules des sous-évaluations modérées dans les pays en développement apparaissent positivement corrélées à une croissance plus soutenue. Les effets des régimes de change sur les dynamiques productives ont également été analysés. Les résultats montrent notamment qu'un régime de change fixe tend à réduire la taille du secteur manufacturier dans les économies les moins avancées, en facilitant les importations au détriment de la production nationale, contribuant ainsi à l'érosion de l'appareil productif. Par ailleurs, les effets comparés de chocs budgétaires et des fluctuations de prix de l'énergie sur les secteurs manufacturiers ont été étudiés.

Alors que le débat sur la compétitivité industrielle se concentre souvent sur la question énergétique, les résultats soulignent l'importance d'un facteur trop souvent négligé : la politique budgétaire et son corollaire sur la demande. Une politique de relance peut compromettre la compétitivité en exerçant une pression à la hausse sur les prix, qui finit par pénaliser les exportations. Une autre étude s'est intéressée à la façon dont l'investissement des entreprises réagit aux variations des prix de l'immobilier. En mobilisant des données microéconomiques, elle montre que la sensibilité de l'investissement à la valeur des garanties immobilières diminue avec la taille de l'entreprise : les plus petites structures se révèlent au moins trois fois plus sensibles aux fluctuations des prix immobiliers que les grandes entreprises. Enfin, le programme de recherche MFI s'est penché sur les enjeux monétaires et financiers dans

les pays émergents. L'un des projets importants de l'équipe, actuellement en voie d'achèvement, consiste en la constitution d'une base de données retraçant les bilans des banques centrales depuis 1950, et couvrant l'ensemble des pays avancés, émergents et en développement. Cette base permettra d'analyser la manière dont les banques centrales ajustent la structure de leur bilan en réponse à des chocs, notamment ceux liés aux marchés financiers internationaux. Le programme a par ailleurs exploré les enjeux géopolitiques des réserves de change, selon que les banques centrales les détiennent sous forme de dépôts dans les banques étrangères ou de titres financiers achetés sur les marchés.

Une évolution notable depuis les années 2000 a à cet égard été mise en lumière : les banques centrales ont progressivement privilégié les titres au détriment des dépôts dans la composition de leurs réserves, une évolution dont les déterminants ont été analysés. L'équipe MFI s'est également intéressée aux mutations du modèle de croissance de la Chine, et aux fragilités engendrées dans les pays émergents par les évolutions des politiques de prêts chinois. Enfin, une étude a permis de mieux comprendre comment l'incertitude influence la parité des taux d'intérêt dans les pays émergents. Les résultats montrent qu'en période d'incertitude, les investisseurs ont tendance à réallouer leurs capitaux des devises jugées plus risquées typiquement celles des économies émergentes vers des monnaies plus sûres des pays avancés, ce qui accroît la prime de risque pesant sur les premières.

MIGRATIONS INTERNATIONALES

En 2024, le programme « Migrations internationales » du CEPII a analysé les effets des régularisations en France et en Italie sur l'emploi et les salaires des natifs et des immigrés. Les résultats montrent des impacts positifs sur l'emploi et les salaires des natifs qui sont les plus susceptibles de changer d'employeur à la suite de cette régularisation pour bénéficier de salaires plus élevés. En France, l'étude montre que la régularisation des sans papier diminue le pouvoir de négociation des employeurs, conduit à une croissance des rémunérations des secteurs concernés, ce qui rend ces secteurs plus attractifs et encourage la participation au marché du travail contribuant ainsi à la croissance.

Un projet, encore en cours, étudie l'impact de la robotisation sur l'emploi immigré.

Deux projets, également encore en cours, visent à explorer l'intégration des immigrés en France, au prisme de l'accès à la citoyenneté et de la fracture numérique.

Les travaux en 2024 sur les liens entre migration et opinions publiques en France ont montré que :

- les candidats de droite, lorsqu'ils sont en concurrence avec des candidats d'extrême droite, adaptent leur discours en y évoquant davantage la question de l'immigration et adoptant à ce sujet une rhétorique négative. Cette stratégie permet de limiter le basculement de l'électorat conservateur vers l'extrême droite.
- une couverture médiatique accrue de l'immigration tend à polariser les attitudes, plus en raison de la récurrence du thème que du biais dans l'information.

Cinq projets ont examiné les interactions entre migrations et normes culturelles, révélant des effets historiques sur la fécondité dans les pays d'origine, de la xénophobie dans le pays d'accueil sur le profil et l'origine des migrants et l'influence de la couverture médiatique de l'immigration sur les jugements en matière pénale.

POLITIQUES COMMERCIALES

Le programme de travail « Politiques Commerciales » a été partagé en 2024 en six axes de recherche.

(i) Commerce et déforestation, avec deux projets, l'un sur l'initiative européenne, l'autre sur les clauses environnementales dans les accords de libre-échange.

(ii) Modélisation du secteur agricole, avec deux projets, l'un sur la productivité agricole des facteurs, l'autre sur la modélisation en équilibre générales des politiques commerciales dans le secteur agricole.

(iii) Climat avec un projet sur changement climatique et inégalités internes.



(iv) Intégration commerciale en Afrique avec deux projets sur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine, un sur l'impact de l'intégration commerciale sur les chaînes de valeur régionales, l'autre sur le passage d'une zone de libre-échange à une Union Douanière.

(v) La Chine au coeur des politiques commerciales avec un projet sur la modernisation des instruments de défense commerciale de l'UE face à la Chine.

(vi) Economie politique de la mondialisation et protectionnisme avec un projet sur les réformes possibles de l'Organe de Règlement des Différends (ORD) et un autre, méthodologique, sur l'estimation ex-post des effets des accords commerciaux.

Par ailleurs, ce groupe de travail améliore les outils qui sont à la base de sa recherche. Le modèle Mirage de l'économie mondiale a encore connu des améliorations de modélisation et l'équipe a enrichi sa documentation. Une nouvelle version de la base MAcMap-HS6 des droits de douane à un niveau désagrégé et bilatéral pour l'année 2022 est maintenant disponible. Une base de données sur les disputes commerciales portées à l'ORD est en voie de constitution.

En outre, des travaux hors programme ont été réalisés pour tenir compte de l'actualité économique, d'une part sur le coût du contournement des importations russes, d'autre part sur une première estimation des effets du protectionnisme de la nouvelle administration américaine. Ces deux travaux ont

donné lieu à de nombreuses citations dans la presse.

Le groupe a connu un changement de direction avec le départ du CEPIL de Lionel Fontagné. C'est maintenant une double direction qui gère le groupe : Antoine Bouët assure la direction thématique, Christophe Gouel la direction scientifique.



Programme scientifique



Analyse du commerce international

CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES ET ENTREPRISES MULTINATIONALES

EFFET DE LONG TERME DES RUPTURES DE CHAINES D'APPROVISIONNEMENT

Le projet initialement prévu sur la transmission des ruptures d'approvisionnement dans l'automobile a été mis en pause au profit de deux autres projets en lien avec l'actualité du secteur automobile. Une première étude du marché mondial de l'automobile s'est attachée à documenter la dimension continentale du marché de l'automobile et sa pertinence dans le cadre du passage au véhicule électrique. L'analyse des données détaillées par modèle (par lieu d'assemblage et de vente et de nationalité de la marque) fait apparaître l'importance des investissements directs étrangers (IDE) comme mode d'accès aux marchés étrangers dans l'automobile, dont le coût fixe n'est payé que pour les modèles les plus vendeurs. Les modèles électriques chinois actuels sont proches du seuil qui détermine l'implantation d'une usine de production proche du marché de destination. Nous considérons également les différences entre les modèles thermiques et les modèles électriques : si les modèles électriques ne sont pas encore plus vendus que les modèles thermiques, la Chine est devenue leader dans la production de cellules et de modules, mais pas encore dans l'assemblage.

Dans le prolongement cette étude, nous approfondissons les décisions d'implantation des marques chinoises dans l'UE et leurs conséquences pour l'évolution de leurs parts de marché, dans un contexte de mise en place de droits de douane anti-subsidiation sur les importations de véhicules en provenance de Chine par l'UE et novembre 2024. La modélisation des décisions d'approvisionnement des marchés en réaction à des chocs

*Thierry Mayer, Vincent Vicard,
Pauline Wibaux*



de droits de douane issue de ce projet fournit également les outils nécessaires à l'évaluation de l'impact des droits de douane dans l'automobile par Donald Trump début 2025.

Référence :

"Will Chinese Auto Export Boom Transform into Local Production in Europe?", Thierry Mayer, Vincent Vicard et Pauline Wibaux, *CEPII Policy Brief*, n° 45, juin 2024.

"How Trump tariffs (2.0) will reshape the car industry", Thierry Mayer, Vincent Vicard, Pauline Wibaux, *Le Blog du CEPII*, Billet, 12 février 2025.

"Volkswagen, Stellantis, Honda... droits de douane Trump II dans l'automobile, qui sera le plus impacté ?", Vincent Vicard, Pauline Wibaux, Thierry Mayer, *The Conversation*, 10 février 2025.

Camilo Umana Dajud,
Vincent Vicard

LA RÉACTION DES MULTINATIONALES NATIONALES ET ÉTRANGÈRES DURANT LA CRISE SANITAIRE

Le projet s'intéresse à la réaction des entreprises multinationales (EMN) depuis la crise de la COVID-19 et jusqu'au déclenchement de la guerre en Ukraine, aussi bien sur leur territoire d'origine que dans ceux d'implantation de leurs filiales. L'étude montre, à partir d'une base de données d'entreprises pour 29 pays européens et asiatiques, que les EMN ont en moyenne mieux résisté à la crise que les entreprises domestiques, en particulier grâce à leurs filiales situées dans leur pays d'origine. Cette meilleure performance des filiales nationales des multinationales en termes d'emploi persiste jusqu'à 2022 et a tendance à s'accroître. Ce résultat souligne l'importance du mode d'internationalisation des économies pour la transmission des chocs globaux sur les marchés du travail locaux.

L'analyse a également mis en évidence des tendances de relocalisation de la production vers les pays d'origine des EMN, révélant un rôle potentiel d'amortisseur des chocs économiques pour l'emploi domestique. Ce premium de performance des filiales nationales des multinationales par rapport aux filiales étrangères n'est pas spécifique à la région d'implantation de la tête du groupe mais bien au pays d'origine de la multinationale. Il suggère un impact de la nationalité des entreprises dans leur adaptation depuis la crise sanitaire, et une tendance relative à la relocalisation de la production au niveau microéconomique. Ces travaux ont donné lieu à la publication d'une *Lettre du CEPII* et d'un livrable dans le cadre du projet H2020 Rethink-GSC, à paraître en un *Document de Travail CEPII*.

Références :

"Les multinationales plus résilientes en matière d'emploi que les groupes nationaux depuis la crise sanitaire, surtout dans leur pays d'origine", Constance Marette, Camilo Umana Dajud, Vincent Vicard, *La Lettre du CEPII*, N°451, décembre 2024.



Multinationals here and there: affiliates' response to global crises. Constance Marette, Camilo Umana-Dajud et Vincent Vicard. Délivrible dans la cadre du projet H2020 Rethink-GSC, octobre 2024. A paraître en *Document de Travail CEPII*.

L'ORGANISATION DES CHAÎNES DE DÉTENTION DE FILIALES DES MULTINATIONALES.

Les sociétés mères d'entreprises multinationales détiennent une large partie de leurs filiales étrangères via des relations de contrôle indirectes, impliquant au moins deux filiales dans deux pays différents au sein d'une chaîne de détention. Ce projet de recherche étudie la manière dont les entreprises multinationales structurent leur réseau de filiales. En s'appuyant sur une base de données mondiale, l'étude montre que plus de la moitié des filiales sont détenues de manière indirecte, via des chaînes de propriété pouvant traverser jusqu'à sept pays. Il apparaît que plus une filiale est éloignée dans la hiérarchie d'un groupe, plus elle tend à être géographiquement distante du siège, souvent dans un autre fuseau horaire. Cela suggère que la facilité de communication entre les pays joue un rôle central dans l'organisation des groupes multinationaux.

Pour analyser ces choix de structuration, l'article propose un modèle dans lequel la société mère décide comment exercer le contrôle sur ses filiales finales. Lorsque la supervision directe est trop coûteuse, elle peut passer par une filiale intermédiaire située dans un autre pays. L'analyse empirique confirme que les conditions de communication entre pays (comme les différences de fuseaux horaires ou les barrières linguistiques) influencent de manière significative les décisions de localisation dans les chaînes de propriété. Cette étude met en lumière, au-delà des aspects fiscaux ou réglementaires souvent pointés, l'importance des contraintes organisationnelles dans la structuration des groupes multinationaux, et apporte un éclairage nouveau sur la géographie de leurs réseaux de propriété.

Références :

"Ownership Chains in Multinational Enterprises". Stefania Miricola Armando Rungi et Gianluca Santoni. *Document de travail CEPII*, à paraître.

Gianluca Santoni, en collaboration avec Stefania Miricola (IMT) et Armando Rungi (IMT)



Gianluca Santoni, Farid Toubal,
en collaboration avec Peter
Egger (ETH Zurich) et Giulio
Vannelli (Université Paris-
Dauphine)

LA TRANSMISSION DES CONNAISSANCES ENTRE PAYS AU SEIN DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

Ce projet s'intéresse aux transferts de connaissance au sein des chaînes de valeur mondiales, par l'intermédiaire des réseaux de filiales des entreprises multinationales. L'objectif principal est d'étudier la diffusion de technologie entre filiales d'une même entreprise multinationale et ses implications pour la productivité et la croissance dans leurs bassins d'activité.

Ce projet mobilise des données détaillées sur les réseaux de filiales des multinationales et les brevets des entreprises. Les données bibliographiques couvrant la totalité des brevets dans le monde (source PATSTAT) permettent de suivre le réseau international et spatial des innovations d'une entreprise dans le temps. Ce projet propose de combiner les brevets et les réseaux de propriété pour étudier la diffusion des idées et des technologies de production dans le monde. Ensuite, des variables spécifiques aux régions peuvent être fusionnées, permettant d'étudier l'impact de l'innovation sur les résultats économiques (production, productivité) et la dynamique du marché du travail. Le projet a été finalisé au début de l'année 2025 et sera prochainement présenté en conférence avant soumission en document de travail du CEPII.

GÉOPOLITIQUE ET COMMERCE INTERNATIONAL

François Chimits, Vincent Vicard
et Pauline Wibaux

UNE COMPARAISON DES INSTRUMENTS DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE : UE, ÉTATS-UNIS ET CHINE

La question de la sécurité économique est aujourd'hui au centre de l'agenda politique, y compris au niveau de la Commission européenne suite à sa communication sur le sujet en juillet 2023. Ce projet fournit des éléments d'analyse du concept de sécurité économique au travers d'une comparaison des stratégies de sécurité économique développées par les principaux acteurs mondiaux (Etats-Unis, Chine, Japon, Corée du Sud) et analyse la stratégie de l'UE en regard. Bien que l'Union européenne ait été plus lente que d'autres grandes économies à se concentrer sur la sécurité économique, elle a tiré des enseignements de ses homologues et on observe une évolution notable des mesures européennes dans ce domaine. Des défis subsistent, en particulier en ce qui concerne la coordination de mesures qui relèvent encore largement des compétences nationales, l'alignement des Etats-Membres et la mise en œuvre des outils développés ces dernières années.

Référence:

European Economic Security: Current Practices and Further Development. *CEPII Research Report* (rapport pour le parlement européen), N°2024-01, avril 2024. François Chimits, Conor McCaffrey, Juan Mejino Lopez, Niclas Frederic Poitiers, Vincent Vicard, Pauline Wibaux.



INTERDÉPENDANCES DE PRODUITS STRATÉGIQUES

Kevin Lefebvre, Pauline Wibaux

Les crises récentes (COVID-19, invasion de l'Ukraine) et la percée de la Chine dans l'économie mondiale ont souligné la dépendance de nos économies à certains produits stratégiques. Les masques, les vaccins, le gaz, les métaux et les semi-conducteurs sont ainsi apparus comme des produits vendus par un nombre restreint de fournisseurs et pour lesquels la production nationale est limitée. Dans un contexte où les tensions géopolitiques s'accroissent, le risque qu'un pays profite de sa position dominante sur le marché international de produits stratégiques est réel. Il est donc important d'identifier ce type de produits à l'aide de critères transparents et applicables à l'ensemble des économies. La Commission européenne a publié sa méthodologie, dont les critères ne peuvent cependant s'appliquer qu'à l'économie européenne dans son ensemble.

Dans un premier temps, une base de données de produits pour lesquels le degré de dépendance est élevé a été développée à l'aide de plusieurs critères applicables à l'ensemble des pays : concentration des importations, concentration des exportations, substituabilité des produits et persistance des dépendances. Cette base a ensuite permis d'étudier les dépendances croisées entre économies, avec un accent particulier sur les pays membres de l'UE, la Chine et les États-Unis. La base de données et un Policy Brief du CPEII ont été publiés en 2024. Le projet continue en 2025 avec une attention particulière sur les dépendances aux exportations.

Références :

"Import Dependencies: Where Does the EU Stand?", Kevin Lefebvre, Pauline Wibaux, *CEPII Policy Brief*, N°47, septembre 2024.

"Dépendances commerciales : si la Chine est en position dominante, l'Union européenne n'est pas dépourvue d'atouts", Pauline Wibaux, *La Lettre du CEPII*, N°452, février 2025.

"Dépendances aux importations : UE et partenaires", Kevin Lefebvre, Pauline Wibaux, *Le Blog du CEPII*, Billet, 30 janvier 2025.

LE COMMERCE DE BIENS À DOUBLE USAGE

Charlotte Emlinger, Kevin Lefebvre

Les risques géopolitiques actuels sont sources de préoccupation pour l'économie internationale. La gestion de ces risques est au cœur du concept de sécurité économique récemment développé par la Commission européenne. Un de ses volets porte sur la restriction des échanges de technologies pouvant potentiellement être utilisées de manière militaire. Les produits répondant à la fois à des besoins civils et militaires, appelés biens à double usage, sont particulièrement concernés. Ce projet vise à étudier l'évolution du commerce de ces produits dans un contexte géopolitique incertain.



Gianluca Santoni, Thierry Mayer, Vincent Vicard

Pour répondre à l'actualité internationale, le projet a changé d'orientation pour se concentrer plus spécifiquement sur l'évolution de l'approvisionnement russe suite à la mise en place de sanctions sur ces produits. Ce travail donnera lieu à une *lettre du CEPII* mai 2025.

INTÉGRATION RÉGIONALE ET DÉPENDANCES COMMERCIALES : GÉOÉCONOMIE DES ÉLARGISSEMENTS EUROPÉENS

Ce projet a été suspendu pour privilégier d'autres projets au programme de travail.

COMMERCE ET ENVIRONNEMENT

Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard

LES ENJEUX DU TRANSPORT MARITIME INTERNATIONAL

Ce projet a été abandonné au profit d'autres projets au programme de travail.

Pierre Cotterlaz, Christophe Gouel

LA DYNAMIQUE DES ÉMISSIONS DE GES INCORPORÉES AU COMMERCE INTERNATIONAL

Le commerce international permet une dissociation des lieux de production et de consommation et génère donc un écart entre émissions de gaz à effets de serre (GES) liées à la consommation et à la production sur le sol national (empreinte carbone dans le premier cas, inventaire carbone dans le second). A travers les échanges de biens et de services, ce sont donc aussi des GES qui sont « transférés » d'un pays à l'autre. Ce projet mobilise des tables entrée-sortie internationales pour retracer ces échanges de GES incorporés dans le commerce international. L'étude porte plus particulièrement sur les facteurs expliquant l'évolution au cours du temps de ces échanges. Elle permet de distinguer les effets d'échelle (croissance du volume du commerce), technique (amélioration des processus de production) et de composition (changement dans la nature des biens échangés et dans la géographie des échanges). Au-delà de l'aspect méthodologique, les résultats montrent notamment une spécificité française dans les émissions importées, liée aux faibles émissions de son mix de production énergétique. Une Lettre du CEPII et un document de travail du CEPII seront publiés au premier semestre 2025.

Thierry Mayer, en collaboration avec Keith Head (University of British Columbia), Marc Melitz (Harvard University), Chenying Yang (Singapore Management University)

L'ORGANISATION MONDIALE DE LA PRODUCTION DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Ce projet analyse la formation des chaînes d'approvisionnement mondiales dans le secteur des véhicules électriques (VE) et les effets de la course aux subventions entre les États-Unis, les pays de l'UE et la



Chine dans l'industrie. Nous développons un modèle spatial quantitatif dérivé du problème de localisation d'installations de la littérature de recherche opérationnelle. Les données fournies par IHS-Markit fournissent les principales caractéristiques de l'industrie des VE, notamment l'organisation mondiale de la production des cellules de batterie aux modules, puis aux packs et à l'assemblage final des VE ainsi que les structures de marché pour les intrants intermédiaires et les biens finaux.

Le projet, qui continue en 2025, est bien avancé. Le modèle fournit maintenant une bonne approximation des données réelles de flux de batteries et de véhicules, ainsi que pour les lignes de production ouvertes dans les continents concernés. Des premiers contrefactuels de politique industrielle ont été réalisés. Les résultats montrent que si l'objectif est d'assurer une transition la plus rapide possible, la subvention à la demande simple est préférable. La subvention contingente à la localisation de l'assemblage augmente légèrement la production de VE, mais réduit la demande locale. En revanche, forcer la production locale de batteries semble contre-productif dans toutes les dimensions, moins de demande pour les VE et baisse de la production se conjuguant.

ASPECTS RÉGIONAUX DE LA MONDIALISATION

VOTE ANTI-MONDIALISATION ET COMMERCE INTERNATIONAL

Antoine Bouët, Anthony Edo,
Charlotte Emlinger

Ce projet porte sur les effets de la mondialisation commerciale sur les comportements électoraux des Français. Depuis l'élection présidentielle de 1981, la part des votes qui s'expriment à l'encontre de la mondialisation a nettement progressé en France. Une part de cette progression est imputable à l'accroissement de la concurrence induite par la hausse des importations de biens. C'est vrai pour les importations de biens finals, mais pas pour les importations de biens intermédiaires, une plus forte exposition de l'emploi national à ces importations, complémentaires de certains pans de l'activité économique, réduisant au contraire la part des votes opposés à la mondialisation. De même, les exportations ont contenu la montée des votes anti-mondialisation via leurs effets potentiellement bénéfiques sur le tissu économique des territoires concernés.

Références :

"Does Trade Exposure Explain Antiglobalization Votes?", Antoine Bouët, Anthony Edo, Charlotte Emlinger, *CEPII Working Paper*, N°2024-12, octobre 2024.

"Vote anti-mondialisation : des importations qui le favorisent, des exportations qui le freinent", Antoine Bouët, Anthony Edo, Charlotte Emlinger, *La Lettre du CEPII*, N°445, mars 2024.



Gianluca Santoni, Farid Toubal,
en collaboration avec Ronald
B. Davies (University College
Dublin) et Giulio Vannelli
(Université Paris Dauphine)

LE RÔLE DE LA DIFFUSION TECHNOLOGIQUE DANS LA DYNAMIQUE DE L'EMPLOI DES RÉGIONS EUROPÉENNES

Ce projet analyse l'impact de la diffusion technologique sur l'emploi dans les régions européennes. Nous explorons les effets des changements dans la production d'innovation, mesurée par les brevets, et les changements dans la spécialisation technologique des régions selon les domaines d'innovation, sur l'emploi, au niveau des régions européennes NUTS2 et par industrie.

Bien que le transfert de connaissances puisse stimuler la création de produits et services innovants, générant ainsi des opportunités d'emploi, il peut aussi entraîner des pertes d'emplois, notamment lorsque l'automatisation remplace des tâches routinières. L'étude s'intéresse empiriquement à l'impact des flux de connaissances sur la croissance de l'emploi dans les régions européennes, soulignant l'importance de la capacité d'une région à absorber des connaissances externes et de ses choix en matière de spécialisation. Le projet est en cours. Une première version de l'étude a donné lieu à un livrable du projet Horizon Rethink-GSC ; une version révisée et enrichie utilisera les données collectées dans le cadre du projet ACI.1.4 et sera soumise en document de travail en 2025.

MESURE DE LA MONDIALISATION ET SPÉCIALISATION

Pierre Cotterlaz, Gianluca Santoni,
Vincent Vicard, en collaboration
avec Guillaume Gaulier (Banque
de France) et Daria Taglioni
(Banque mondiale)

OBSERVATOIRE DE LA MONDIALISATION

Ce projet vise à développer des outils de suivi des évolutions récentes de la mondialisation et à améliorer notre suivi statistique du sujet. Le premier projet envisagé en collaboration avec l'ITC et la Banque mondiale a dû être abandonné du fait des difficultés à finaliser un accord entre institutions.

Un autre volet a été consacré à l'analyse de l'impact des conventions de déclarations douanières sur la géographie du commerce international et ses conséquences pour les travaux économétriques. Le projet a mis en évidence l'impact des différences de conventions statistiques dans les bases de données de commerce international, en particulier entre IMF-DoTS et UN-Comtrade. L'usage du pays d'expédition plutôt que du pays d'origine pour les flux intra-UE, notamment dans DoTS depuis 1999, conduit à une surestimation des échanges européens et des effets mesurés de l'Union européenne, des accords régionaux ou de la zone euro dans les modèles de gravité. Le projet montre aussi que les changements de conventions après le Brexit biaisent l'estimation de ses effets, en amplifiant artificiellement la baisse des échanges avec le Royaume-Uni. Ces travaux nourrissent la réflexion sur la refonte de la base de données BACI du CEPII en 2025.



Référence :

"Why origin matters in trade data", Pierre Cotterlaz et Vincent Vicard, Review of World Economics, 2024 à paraître.

PANORAMA DU COMMERCE MONDIAL PAR FILIÈRES

Cette étude propose un panorama de la composition du commerce mondial par grandes filières, de son évolution depuis deux décennies, et du positionnement des principaux pays et grandes régions sur la période. Douze filières sont distinguées à partir des nomenclatures du CEPII : énergétique, agro-alimentaire, textile et habillement, produits du bois, du papier et des publications, chimie, métallurgie, mécanique, équipement électrique, électronique, équipement de transport, produits de santé, et recyclage des déchets. La filière des produits de santé, où les pays avancés gardent leurs avantages comparatifs, se révèle comme la plus dynamique sur la période 2012-2022. Ce projet a pris du retard et sera poursuivi en 2025.

Deniz Ünal, en collaboration avec Guillaume Gaulier (Banque de France) et Aude Sztulman (Université Paris Dauphine – PSL)

LE RÔLE DE LA ROBOTISATION DANS LA STRUCTURE DU COMMERCE : ADOPTION, DIFFUSION DANS L'ÉCONOMIE ET SPÉCIALISATION

Ce projet s'inscrit dans le prolongement des travaux du CEPII sur l'impact de l'automatisation et sa transmission par le biais du commerce international. Il analyse comment la robotisation et l'adoption des technologies de l'information et de la communication affectent les spécialisations des économies, directement par leur impact sur les coûts de production et indirectement à travers les chaînes de valeur mondiales. Les premiers résultats indiquent un effet direct des chocs d'automatisation, tandis que les effets indirects sont plus nuancés. Les résultats actuels n'apparaissent cependant pas robustes statistiquement et ne sont donc pas concluants. Un module complémentaire a été lancé : les interventions de politique industrielle nationale répertoriées par Global Trade Alert ont été codifiées afin d'appliquer une méthodologie similaire, d'identifier leurs impacts directs ainsi que les retombées sur la chaîne de valeur.

Lionel Fontagné, Ariell Reshef, Gianluca Santoni, en collaboration avec Giulio Vannelli (Université Paris-Dauphine)

MESURER LE COMMERCE DIGITAL À PARTIR DES PAIEMENTS PAR CARTE BANCAIRE.

L'essor de l'économie digitale a entraîné la création de nouveaux services et profondément modifié le mode de fourniture de certains biens et services. Elle a notamment permis aux ménages de jouer un rôle de plus en plus important en tant qu'importateurs et, dans certains cas, en tant qu'exportateurs. Ce commerce digital correspond au commerce commandé ou livré numériquement, utilisant pour cela des

Vincent Vicard, en collaboration avec Timothée Gigout (Banque de France), Etienne Lavenant (Banque de France) et Kevin Parra-Ramirez (Banque de France)



réseaux informatiques spécifiquement conçus à cet effet. De tels flux restent difficiles à mesurer à partir des statistiques officielles.

Ce projet vise à améliorer la mesure du commerce digital en exploitant une nouvelle base de données de paiement digitaux internationaux qui contient les paiements effectués en ligne par les détenteurs de cartes de crédit françaises vers le reste du monde au niveau du pays et par code marchand. Ces informations permettent d'identifier les flux de commerce digital de biens et de services des particuliers. Cette source de données inédite nous permet de documenter l'importance du commerce digital des particuliers, sa répartition géographique, l'impact des accords commerciaux et ses spécificités par rapport au commerce traditionnel de biens et services. Une première exploration des données françaises a permis d'identifier un certain nombre de fait stylisés, notamment le rôle des paradis fiscaux européens, qui devront être confirmées en utilisant des données pour l'ensemble des pays de l'UE qui doivent être accessibles en 2025.

BASES DE DONNÉES, PROFILS ET OUTILS

Pierre Cotterlaz, Laurence
Nayman, Deniz Ünal

CHELEM

CHELEM propose des données détaillées sur l'économie mondiale, mises à disposition sur DBnomics. En 2024, ses trois bases ont été réactualisées. La base CHELEM - Commerce international a été mise à jour pour couvrir la période 1967-2023. La base CHELEM - Balances des Paiements a été réactualisée de 1967 à 2023 à deux reprises en s'appuyant sur les données du FMI ainsi que sur les statistiques nationales pour quelques pays. La base CHELEM - PIB (population, taux de change, PIB en valeur, en volume base 2017 et en volume aux prix et parités de pouvoir d'achat de 2017) a été réactualisée de 1960 à 2029 (1960 à 2022 pour les taux de change) à partir des données de l'OCDE, de la Banque mondiale, du FMI, des Nations Unies et des sources nationales.

Références :

Base de données CHELEM - CIN (Commerce international) BAL (Balance des paiements) et PIB (Populations, PIB en valeur, en volume et en volume PPA, taux de change).

Pierre Cotterlaz

BACI

BACI est une base de données sur le commerce bilatéral de plus de 200 pays, désagrégé par produit à un niveau très fin (SH à 6 chiffres, soit plus de 5.000 produits). Une procédure d'harmonisation est appliquée aux valeurs et aux quantités de la base COMTRADE des Nations Unies. En 2024, la base a été mise à jour pour couvrir la période 1989-2023.



GRAVITY*Pierre Cotterlaz*

La base Gravity rassemble l'ensemble des données (commerce, PIB, population, distance physique et culturelle, accords commerciaux, etc.) nécessaires à l'estimation d'équations de gravité, le modèle empirique standard dans l'étude du commerce international. Les données sont disponibles au niveau bilatéral pour 235 pays ou entités depuis 1948. La base n'a pas été mise à jour en 2024.

TRADEPROD*Gianluca Santoni*

TradeProd fournit les données sur les flux commerciaux internationaux et nationaux et la protection commerciale permettant l'estimation d'équations de gravité incluant le commerce interne de bien des pays sur longue période. La base de données couvre 162 pays et 9 secteurs industriels sur la période 1966-2020 dans sa dernière mise à jour en juin 2024.

LE COMMERCE MONDIAL DES PRODUITS INTERMÉDIAIRES EN VOLUME

Les chaînes de valeur mondiales sont généralement appréhendées par la mise en cohérence au niveau international des tableaux nationaux des entrées-sorties par branches d'activité. La réactualisation de la procédure nécessite plusieurs années. Ce projet apprécie les chaînes de valeur en mesurant l'évolution des produits intermédiaires dans le commerce mondial afin de disposer de réactualisations annuelles. Des indices de prix issus des données de commerce granulaires du CEPII sont utilisés pour corriger l'inflation et observer l'évolution en volume des échanges de produits intermédiaires. En 2024, les indices de prix ont été calculés, leur exploitation est en cours et donnera lieu à la publication d'un document de travail méthodologique, d'un billet de blog et de la mise en ligne de la base au premier semestre 2025.

*Pierre Cotterlaz, Deniz Unal, en collaboration avec Guillaume Gaulier (Banque de France) et Aude Sztulman (Université Paris-Dauphine)***PROFILS DU CEPII**

Les Profils du CEPII sont des données interactives sur le commerce et la protection commerciale. En accès libre sur le site du CEPII, ils offrent un outil d'analyse original de l'insertion internationale des économies en utilisant des bases statistiques élaborées par le centre. Premiers de la série, les Profils Pays portent sur quatre-vingts économies. Les tableaux et graphiques y figurent sous sept rubriques thématiques : cadrage ; projections ; balance & change ; protection tarifaire ; avantages comparatifs ; types & gammes ; produits & partenaires. Dans le même format, les Profils Régions offrent une partition du monde en huit régions, ainsi que dix agrégats géographiques spécifiques. Une troisième production, Profil Monde, a été conçue en 2024 et sera mise en ligne prochainement.

Pierre Cotterlaz, Matteo Gagliardi, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Gianluca Santoni, Deniz Ünal

PROJETS HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard

IMPACT DU COMMERCE SUR LA COMPÉTITIVITÉ ET LA DURABILITÉ DE L'AGRICULTURE EUROPÉENNE

Ce projet est lié à une demande du Parlement européen concernant les aspects commerciaux du Dialogue Stratégique sur l'avenir de l'agriculture de l'UE. Le projet s'intéresse aux impacts du commerce sur la compétitivité et la durabilité de l'agriculture européenne. Il identifie les secteurs offensifs, comme les boissons alcoolisées et les céréales, qui bénéficient du commerce, et les secteurs défensifs, tels que le bœuf et le sucre, qui sont vulnérables. Il aborde également les défis réglementaires et propose des recommandations pour soutenir les agriculteurs, renforcer les contrôles aux frontières, promouvoir les normes de l'UE et réduire la dépendance aux importations.

Référence :

Trade aspects of the Strategic Dialogue on the future of EU agriculture, and the impact of trade on the competitiveness and sustainability of European agriculture. Report for European Parliament's Committee on International Trade (INTA). Février 2025. Charlotte Emlinger et Houssein Guimbard.

Charlotte Emlinger, Vincent Vicard

COMPÉTITIVITÉ DE LA FRANCE DANS LE SECTEUR DE LA MODE ET DE LA HAUTE COUTURE

Ce projet a été réalisé dans le cadre d'un rapport pour la Fédération de la Mode et de la Haute Couture. Son objectif est d'analyser la compétitivité à l'exportation du secteur de la Mode et de la Haute Couture française depuis 2010. En comparant la France à ses principaux concurrents mondiaux pour 143 produits haut de gamme, il étudie séparément la maroquinerie, l'habillement, la chaussure et la bijouterie. L'Italie et la Chine sont les principaux concurrents, avec des produits chinois comme moins chers mais de qualité inférieure. La France se distingue comme leader mondial de la maroquinerie haut de gamme et est spécialisée dans les chaussures et les bijoux sur le marché européen.

Référence :

Rapport sur la compétitivité de la France dans le secteur de la Mode et de la Haute Couture. Septembre 2024. Romain Capliez, Charlotte Emlinger, Vincent Vicard.



DÉSINDUSTRIALISATION ET RÉINDUSTRIALISATION EN FRANCE

Vincent Vicard

Ce projet s'attache à analyser les fondements, les causes et les implications de la désindustrialisation française, en confrontant la trajectoire nationale à celle des autres pays développés. Il établit un diagnostic précis : en France, le recul de l'industrie manufacturière a été plus rapide et plus profond que chez ses voisins européens, affectant la part de l'emploi et de la valeur ajoutée industrielle. Trois grands mécanismes expliquent cette évolution : des gains de productivité plus rapides dans l'industrie que dans les services, une transformation structurelle de la demande en faveur des services à mesure que le revenu augmente, et un mouvement d'externalisation statistique et fonctionnelle d'activités vers le secteur tertiaire. Le projet situe aussi cette dynamique dans un contexte global marqué par la montée en puissance industrielle de l'Asie, notamment de la Chine, et par des déséquilibres commerciaux persistants, en particulier le déficit français dans une Union européenne pourtant globalement excédentaire.

L'analyse se poursuit par une interrogation sur les spécificités économiques, sociales et territoriales de l'activité industrielle, afin d'évaluer la pertinence d'une politique de réindustrialisation. Celle-ci ne se justifie pas tant par des enjeux de soutenabilité extérieure le solde courant français étant globalement équilibré que par le rôle de l'industrie dans la création d'emplois intermédiaires, la structuration des territoires hors des grandes métropoles, et certaines dimensions de l'innovation. Le projet met en lumière la complexité des arbitrages entre efficacité économique, coût public des politiques de soutien, qualité des emplois créés et impératifs environnementaux. Il replace ainsi la réindustrialisation dans un cadre élargi, où l'industrie devient un levier central face aux défis géopolitiques récents et à l'impératif de décarbonation des économies avancées.

Référence :

"Faut-il réindustrialiser la France ?", Vincent Vicard, PUF, 2024.



Programme scientifique

Macroéconomie et finance internationales

INFLATION, PROFITS ET PRIX DE L'ÉNERGIE

GUERRE EN UKRAÏNE ET CRISE ÉNERGÉTIQUE EN EUROPE

Ce projet s'inscrit dans le prolongement du *Policy brief* publié en 2022 par les auteurs, consacré aux bouleversements et défis énergétiques auxquels l'Europe est confrontée dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Il vise à analyser et documenter la réorientation du commerce russe trois ans après le début du conflit et l'instauration des sanctions internationales, en accordant une attention particulière aux échanges de gaz et de pétrole. Au-delà des enjeux énergétiques, et dans la continuité du travail amorcé en 2022, l'étude s'intéresse également aux répercussions macroéconomiques de la guerre, notamment à travers l'inflation induite par la flambée des prix de l'énergie. Cette analyse est enrichie par une exploration approfondie des flux financiers, ainsi que de l'évolution du taux de change de l'euro. Initialement prévu pour 2024, le projet n'a pu être finalisé faute de données suffisantes. Celles-ci étant désormais disponibles, la rédaction du *Policy brief* est en cours.

Références :

"Russie : les sanctions occidentales commencent à faire effet", Valérie Mignon, *The Conversation*, 22 février 2024.

"Russie : les sanctions occidentales commencent à faire effet", Valérie Mignon, *Le Blog du CEPII*, Billet, 28 février 2024.

Carl Grekou, Valérie Mignon, Lionel Ragot, en collaboration avec Emmanuel Hache (IFPEN), Frédéric Lantz (IFPEN) et Olivier Massol (IFPEN)



Axelle Arquié, en collaboration
avec Malte Thie (Université
Paris-Dauphine)

CHOCs INTERNATIONAUX, VARIATION DES PROFITS ET INFLATION

La période récente s'est caractérisée par des chocs internationaux de grande ampleur : la pandémie de Covid 19 et la crise énergétique notamment. Le retour de l'inflation depuis 2021 a conduit à s'interroger sur le rôle que les profits de certaines entreprises dans les secteurs moins concurrentiels pouvaient jouer dans sa persistance, mettant au cœur des débats la notion de pouvoir de marché. En effet, c'est notamment dans les secteurs les moins concurrentiels que certaines entreprises ont répercuté une plus grande partie des hausses de coûts liées à l'énergie, le taux de transmission dépassant parfois 100 % (Arquié et Thie, 2023).

Ce projet vise à explorer les mécanismes reliant les chocs internationaux de grande ampleur à une variation des taux de marge et du pouvoir de marché, générant in fine de l'inflation. Les chocs de grande ampleur peuvent notamment permettre aux entreprises des secteurs peu concurrentiels de se coordonner implicitement pour augmenter leurs prix (Weber et Wasner, 2023), mécanisme qui peut être accentué lorsque les consommateurs anticipent une hausse de l'inflation (Acharya et al., 2023). Une première étape du travail est en cours pour développer un modèle clarifiant le mécanisme envisagé, avec les ingrédients suivants : des interactions stratégiques entre entreprises (en nombre fini) et une asymétrie d'information entre entreprises et consommateurs. Le second objectif du projet est de tester ce mécanisme sur données microéconomiques françaises. Il s'agit ainsi d'évaluer dans quelle mesure les secteurs où les entreprises sont les plus susceptibles de pouvoir se coordonner sont également ceux qui ont connu des hausses de prix les plus importantes pendant la pandémie et pendant la crise énergétique.

Références :

Arquié A., Thie M. (2023), "Energy, Inflation and Market Power: Excess Pass-Through in France", *CEPII Working Paper*, N°2023-16, septembre.

Acharya V., Crosignani M., Eisert T., Eufinger C. (2023), "How do supply shocks to inflation generalize? Evidence from the pandemic era in Europe", *NBER Working Paper* 31790, octobre

Axelle Arquié, en collaboration
avec Malte Thie (Université
Paris-Dauphine)

IMPPLICATIONS MACROÉCONOMIQUES DES VARIATIONS DES TAUX DE MARGE LIÉES À LA MONDIALISATION

La variation du taux de marge des entreprises (markup) a des conséquences macroéconomiques essentielles. Le partage de la valeur ajoutée entre travail et capital, les créations d'emploi et les inégalités salariales sont en particulier affectés par le pouvoir de marché des entreprises. La mondialisation est l'une des sources de variation du taux de marge : à la baisse lorsque les importations concernent des biens finaux en raison d'un accroissement de la concurrence, à hausse pour les importations de biens intermédiaires. En effet, les entreprises



importatrices de biens intermédiaires ne répercutent pas l'intégralité de la baisse de leurs coûts de production dans leurs prix, faute de pression concurrentielle suffisante de la part de leurs concurrents moins bien insérés dans la mondialisation. Une première conséquence de la hausse du taux de marge de ces entreprises tient à une réallocation de l'activité vers celles-ci, au détriment de leurs concurrentes moins bien intégrées dans les chaînes de valeur, conduisant à une augmentation du taux de marge au niveau macroéconomique. Une autre conséquence macroéconomique est que, dans de nombreux secteurs, un accroissement du pouvoir de marché peut se traduire par une moindre croissance de la production et donc de la demande de travail. Moins d'emplois sont créés et la hausse des salaires réels est contrainte. Enfin, la hausse du taux de marge est susceptible de générer des inégalités salariales et une polarisation du marché du travail.

Ce projet vise à analyser empiriquement les effets macroéconomiques des variations des taux de marge des entreprises liées à la mondialisation. Une première étape du travail est en cours pour estimer la variation des taux de marge induite par la mondialisation. L'effet de ces variations sur les réallocations des parts de marché entre entreprises, et ainsi sur le taux de marge agrégé, sera ensuite analysé. Les effets sur les créations d'emplois, sur la polarisation du marché du travail et sur les inégalités salariales seront également quantifiés.

ANALYSE COMPARÉE DE LA GRANDE INFLATION DES ANNÉES 1970 AVEC L'INFLATION ACTUELLE

Ce projet visait à comparer le régime d'inflation des années 1970 avec celui des années 2020, à analyser les réponses des banques centrales dans les deux contextes, et à tirer des enseignements des mutations structurelles induites par ces deux épisodes.

L'étude met en lumière le rôle central joué par les chocs d'offre, les crises pétrolières dans un cas, les perturbations liées à la pandémie dans l'autre, dans le déclenchement des hausses de prix. Elle souligne également l'importance d'une coordination étroite entre politiques monétaire et budgétaire pour maîtriser durablement l'inflation, tout en intégrant les défis structurels contemporains, au premier rang desquels figurent la transition énergétique et la fragmentation géopolitique. Dans ce contexte, il apparaît que la politique monétaire ne peut désormais être conduite indépendamment de l'objectif de neutralité carbone à long terme, ce qui implique une planification stratégique portée par les États en collaboration avec les banques centrales.

Enfin, bien qu'éloignées d'un demi-siècle, ces deux périodes inflationnistes ont en commun d'avoir suscité une remise en question du modèle d'expansion capitaliste sous l'effet d'une prise de conscience écologique. Les orientations politiques qui en ont découlé diffèrent cependant de manière significative : les années 1970 ont vu l'essor d'un néolibéralisme, tandis que les années 2020 pourraient marquer

Michel Aglietta, en collaboration avec Sabrina Khanniche (Pictet Asset Management)



le retour en force de l'idée d'un pilotage stratégique face à l'urgence climatique

Référence :

Analyse comparée de deux inflations structurelles et des risques systémiques associés : La grande inflation des années 1970 et l'inflation des années 2020, *CEPII Policy Brief*, N°46, juillet 2024, Michel Aglietta, Sabrina Khanniche.

ENJEUX MACROÉCONOMIQUES ET DÉFIS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Carl Grekou, Valérie Mignon, en
collaboration avec Emmanuel
Hache (IFPEN)

LE XXI^e SIÈCLE, SIÈCLE DES MÉTAUX STRATÉGIQUES, AU CŒUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Ce travail s'inscrit dans le prolongement des travaux des auteurs sur les minerais et métaux stratégiques. Ces derniers occupent une place cruciale au niveau mondial, jouant un rôle majeur à de multiples niveaux : économique, commercial, financier, géopolitique, environnemental, énergétique, etc. La Chine a pleinement saisi l'importance de ces matières premières stratégiques indispensables au développement des technologies bas-carbone, elles-mêmes nécessaires à la réalisation de la transition énergétique. Elle l'a de plus compris bien avant les autres nations, à tel point que tous les pays sont aujourd'hui dépendants de l'empire du Milieu, ce qui lui confère un avantage considérable sur le marché des métaux.

La première partie du projet a permis de documenter les flux commerciaux mondiaux des métaux et minerais stratégiques et de reconstruire de manière dynamique les chaînes de valeurs relatives à ces matériaux avec un focus sur le cas des batteries lithium-ion.

La deuxième partie du travail s'est intéressée à l'analyse des diverses pistes susceptibles de permettre aux pays occidentaux de s'extraire de la dépendance chinoise pour les métaux stratégiques, mais aussi aux obstacles auxquels ils doivent faire face. Si la constitution de stocks stratégiques, la diversification des sources d'approvisionnement, l'exploitation de ressources sur les sols nationaux, le développement du recyclage et les investissements directs à l'étranger constituent des possibilités pour l'Europe de s'affranchir de la Chine, il n'en reste pas moins que ces pistes soulèvent de nombreuses difficultés. Dans ce contexte, la sobriété dans la consommation de métaux apparaît comme une stratégie qui pourrait être à privilégier.

Plusieurs articles ont été publiés dans le cadre de ce projet.

Références :

"Batteries lithium-ion : cartographie dynamique de la chaîne de valeur et perspectives", Romain Capliez, Carl Grekou, Emmanuel Hache, Valérie Mignon, *CEPII Policy Brief*, N°48, septembre 2024.



"Batteries lithium-ion : l'Europe peut-elle s'extraire de la dépendance chinoise ?", Valérie Mignon, Carl Grekou, Emmanuel Hache, *The Conversation*, 9 septembre 2024.

"Industrie de la batterie : pourquoi la Chine est et restera dominante", Romain Capliez, Carl Grekou, Emmanuel Hache, Valérie Mignon, *Alternatives Économiques*, 18 octobre 2024.

"Matières premières critiques : vers l'autonomie stratégique européenne ?", Romain Capliez, Carl Grekou, Emmanuel Hache, Valérie Mignon, In *L'économie mondiale 2025*, La Découverte, septembre 2024.

"Evaluating criticality of strategic metals: Are the Herfindahl–Hirschman Index and usual concentration thresholds still relevant?", Pauline Bucciarelli, Emmanuel Hache, Valérie Mignon, *Energy Economics*, vol. 143, mars 2025.

"Électrification des transports : les batteries lithium-ion au cœur d'enjeux géopolitiques majeurs", Romain Capliez, Carl Grekou, Emmanuel Hache, Valérie Mignon, *La revue de l'énergie*, N°676, p.11-21, janvier 2025

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RISQUE SOUVERAIN DANS LES ÉCONOMIES EXPORTATRICES DE MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES

Florian Morvillier, Erica Perego, en collaboration avec Axel Ehouman (DSS et EconomiX-CNRS)

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit une intensification marquée de la fréquence, de la durée et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes – sécheresses, vagues de chaleur, fortes précipitations. Ces bouleversements climatiques entraînent des conséquences particulièrement lourdes pour les économies en développement, notamment celles dont la croissance repose fortement sur l'agriculture, un secteur à la fois vulnérable et central.

Ce projet s'attache à analyser le rôle du changement climatique dans l'évolution du risque souverain des pays en développement exportateurs de matières premières agricoles. En s'appuyant sur la littérature consacrée aux impacts économiques du dérèglement climatique, il explore plusieurs canaux de transmission potentiels.

Lancé en 2023, le projet a d'abord consisté en la création d'une base de données dédiée aux pays concernés, intégrant une série d'indicateurs climatiques pertinents au regard de la problématique étudiée. Des faits stylisés ont ensuite été dégagés à partir de l'échantillon retenu, afin d'alimenter les volets théorique et empirique de l'analyse.

Les estimations économétriques montrent qu'une augmentation des anomalies de température accroît la probabilité de crises fiscales tandis que les anomalies de précipitations n'ont pas d'impact significatif. Pour approfondir la compréhension des mécanismes à l'œuvre, un modèle théorique a été développé en complément de l'analyse empirique. Une première version de l'article de recherche issu de ce travail est en cours



de rédaction. Plusieurs blogs en lien avec ce sujet ont également été publiés.

Références :

Comment financer les politiques climatiques en Amérique latine et dans les Caraïbes ?", Florian Morvillier, Erica Perego, Fanny Schaeffer, *Le Blog du CEPII*, Billet, 15 janvier 2024.

"Le retour d'El Niño apporte insécurité alimentaire et instabilité macroéconomique en Afrique australe", Florian Morvillier, Erica Perego, Fanny Schaeffer, *Le Blog du CEPII*, Billet, 8 avril 2024.

"Zambie : un prêt supplémentaire du FMI pour combattre les conséquences de la sécheresse", Florian Morvillier, *RFI*, 9 juin 2024.

"Comment financer les politiques climatiques en Amérique latine et dans les Caraïbes ? ", Florian Morvillier, Erica Perego, Fanny Schaeffer, *The Conversation*, 14 janvier 2024.

"Le retour d'El Niño apporte insécurité alimentaire et instabilité macroéconomique en Afrique australe", Florian Morvillier, Erica Perego, Fanny Schaeffer, *The Conversation*, 28 mars 2024

Éric Monnet, en collaboration
avec Guillaume Bazot
(Université Paris 8), Matthias
Morys (Université de York) et
Jules Baleyte (DG Trésor)

CHOC DE TEMPÉRATURE : QUELLES RÉACTIONS DES BANQUES CENTRALES ?

Ce projet s'intéresse aux conséquences macroéconomiques des chocs de température élevée et à la manière dont les banques centrales y ont répondu au cours du dernier siècle. À partir d'une nouvelle base de données mensuelle couvrant la période 1920-2019, il analyse les réactions de 14 banques centrales européennes face à des épisodes de températures anormalement élevées.

Ces chocs sont interprétés comme des chocs d'offre négatifs, auxquels les banques centrales ont majoritairement réagi en abaissant leurs taux directeurs. Si l'impact inflationniste immédiat de ces chocs individuels a diminué au fil du temps, leur fréquence et leur intensité ont quant à elles fortement augmenté, complexifiant les arbitrages de politique monétaire. L'article est en cours de révision en vue d'une soumission à une revue scientifique. Les résultats ont également fait l'objet d'une publication sur le site VoxEU.

Référence :

« Climate change, central banks, and monetary policy trade-offs », Éric Monnet, Guillaume Bazot, Matthias Morys, Jules Baleyte, VoxEU, CEPR, décembre 2024.



EFFETS HÉTÉROGÈNES DES CHOCs CLIMATIQUES SUR LES SECTEURS D'ACTIVITÉS : UNE ANALYSE À PARTIR DE DONNÉES INDIVIDUELLES

Météo France note que sur les 35 dernières années, les vagues de chaleur ont été trois fois plus nombreuses que sur les 35 années précédentes. Le nombre de jours de vagues de chaleur a été multiplié par neuf. Si ces événements climatiques extrêmes sont amenés à s'intensifier, les effets des chocs climatiques sur l'activité économique française restent à ce jour peu étudiés.

L'objectif de ce projet est d'étudier les effets des chocs climatiques sur l'activité économique à partir de données individuelles. Ces derniers passent par différents canaux de transmission : les rendements agricoles, les variations sectorielles de la demande, la productivité du travail et l'absentéisme au travail. Les différents types d'indicateurs climatiques existants ont été identifiés. La base de données climatiques européennes issue de l'université des ressources naturelles et des sciences de la vie de Vienne est utilisée. Ce projet mobilise également des données individuelles issues des bases de données FICUS/FARE et DADS (INSEE) sur la période 1994-2020. Le calcul des indicateurs climatiques sur la base des données journalières au niveau du bassin d'emploi est en cours de réalisation. D'un point de vue économétrique, une première étape consiste à étudier les impacts des chocs climatiques sur l'activité économique des établissements. Certains secteurs étant « météo-sensibles », l'existence d'effets hétérogènes des chocs climatiques sur l'activité économique est investiguée. Enfin, un objectif de ce projet sera de s'intéresser aux conséquences des chocs climatiques sur le marché du travail.

Axelle Arquié, Florian Morvillier, en collaboration avec Chouaib Joui (Crese, Université de Franche Comté)

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET RÉALLOCATIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'objectif de ce projet est de quantifier les effets des réallocations sectorielles induites par la transition énergétique sur le marché du travail.

Une première étape a consisté en la publication d'une étude empirique sur les effets des réallocations liées à des plans sociaux sur le marché du travail français. Cette étude a donné lieu, en 2024, à un document de travail ainsi qu'à un article dans l'ouvrage *L'économie mondiale 2025*. Évaluer les capacités d'ajustement du marché du travail est en effet fondamental pour anticiper les obstacles à la transition énergétique. L'étude a mis en évidence que les plans sociaux n'ont pas entraîné de réallocations de main-d'œuvre bénéfiques pour les économies locales : les salariés qui retrouvent un emploi travaillent dans des entreprises moins créatrices de valeur et présentant des taux d'investissement plus faibles. Par ailleurs, ces événements ont eu des effets durables sur les zones d'emploi concernées, qui enregistrent par la suite moins de créations d'entreprises et un taux de chômage plus élevé. La seconde étape du projet porte sur le développement d'un modèle théorique de type

Axelle Arquié, Christophe Gouel, Thomas Grjebine



Artuç et al. (2010), estimé à partir de données françaises. Ce modèle a pour objectif d'évaluer les réallocations induites par différentes politiques de transition (comme l'instauration d'une taxe carbone). Il s'intéresse notamment aux réallocations entre secteurs à forte intensité en énergies fossiles et secteurs « propres », ainsi qu'aux effets différenciés selon le type de travailleurs (qualifiés, non qualifiés). La modélisation repose sur deux dimensions principales : d'une part, la représentation de la transition énergétique, et d'autre part, la quantification des dynamiques d'ajustement du marché du travail. Le projet a permis de quantifier les flux de main-d'œuvre entre secteurs en France à partir de données microéconomiques, dans le but d'estimer le coût non pécuniaire d'un changement de secteur pour les travailleurs, paramètre indispensable à l'estimation du modèle. Les effets redistributifs induits par les réallocations sectorielles doivent désormais être étudiés, en distinguant les ménages selon leur niveau de qualification. Le volet relatif à la transition énergétique du modèle doit également être complété.

Référence :

"Are Mass Layoffs Individually Costly But Socially Beneficial?", Axelle Arquié, Thomas Grjebine, *CEPII Working Paper*, N°2024-03, janvier 2024.

"De la révolution industrielle à l'IA, ces mutations qui bousculent le travail (et sa rémunération)", Axelle Arquié, Thomas Grjebine, In *L'économie mondiale 2025, La Découverte*, septembre 2024.

Artuç E., Chaudhuri S., McLaren J. (2010), "Trade Shocks and Labor Adjustment: A Structural Empirical Approach", *American Economic Review*, vol. 100, Juin.

Michel Aglietta, en collaboration
avec Etienne Espagne (Banque
mondiale)

RÉFORME DU SYSTÈME FINANCIER ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Ce projet s'inscrit dans la continuité de la publication de l'ouvrage « Pour une écologie politique » (2024) pour approfondir les transformations du système financier nécessaires à la transition écologique. L'objectif est notamment d'analyser comment le levier du crédit bancaire et de l'épargne, ainsi que les rachats de titres de la BCE, pouvaient être mobilisés dans ce cadre. Une attention particulière est portée à la double-valorisation du carbone constituée d'une part par le prix du carbone incorporé aux biens polluants sur les marchés pour en dissuader la consommation (malus), et d'autre part, par le prix du carbone évité (bonus), qui est un prix fictif qui permet de fixer une « valeur sociale d'abattement d'émission ». Des scénarios sont ensuite discutés pour permettre la mise en place d'un tel instrument financier, notamment au niveau européen. Il pourrait s'agir de l'émission de certificats carbone, titrisés en obligations vertes. Parce qu'elles représentent une diversification par rapport aux titres existants, ces obligations intéresseraient



les investisseurs institutionnels à long terme. La cohérence de ces dispositifs avec le cadre européen existant doit également être discutée

Références :

« Pour une écologie politique. Au-delà du Capitalocène », Michel Aglietta, Etienne Espagne. Odile Jacob, p.461, février 2024.

DÉSÉQUILIBRES EXTÉRIEURS ET EFFETS DES POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES SUR LES STRUCTURES DE PRODUCTION EN ÉCONOMIE OUVERTE

DÉSÉQUILIBRES EXTÉRIEURS, RÉGIMES DE CHANGE ET DYNAMIQUES PRODUCTIVES

Régimes de change, niveau des prix et compétitivité

Ce projet s'inscrit dans le prolongement des travaux du CEPIL sur les taux de change d'équilibre et les mésalignements de change – c'est-à-dire l'écart entre le taux de change observé et la valeur d'équilibre déterminée par les fondamentaux économiques. Il propose une analyse approfondie du lien entre les mésalignements de change et la croissance économique pour un large échantillon de 170 pays sur la période 1973-2019.

En utilisant la base de données EQCHANGE conçue par les auteurs, ces derniers montrent que les points de vue apparemment divergents du consensus de Washington et de la théorie de la croissance tirée par les exportations quant au rôle bénéfique des sous-évaluations sur la croissance économique peuvent être réconciliés. Bien que tout écart à la valeur d'équilibre du taux de change soit jugé indésirable, les résultats montrent que les sous-évaluations sont plus susceptibles de stimuler la croissance économique dans les pays en développement. Toutefois, cet impact positif n'est observé que jusqu'à certains seuils de niveau de développement et de sous-évaluation de la monnaie.

Ce travail met ainsi en évidence que les stratégies des pays les plus pauvres qui sous-évaluent systématiquement les monnaies en termes réels pour stimuler la croissance doivent être soigneusement conçues, car elles augmentent le risque pour ces économies de passer d'un régime de croissance positif à un régime moins favorable, en fonction à la fois de leur niveau de développement et de l'ampleur de la sous-évaluation de leur monnaie.

Références :

"Reconciling contrasting views on the growth effect of currency misalignments", Cécile Couharde, Carl Grekou, Valérie Mignon, Florian Morvillier, *Journal of International Money and Finance*, vol. 151, 2025.

Carl Grekou, Valérie Mignon, Florian Morvillier, en collaboration avec Cécile Couharde (EconomiX-CNRS, Université Paris Nanterre)



Carl Grekou, Valérie Mignon,
en collaboration avec Blaise
Gnimassoun (BETA-CNRS,
Université de Lorraine)

"Reconciling Contrasting Views on the Growth Effect of Currency Undervaluations", Cécile Couharde, Carl Grekou, Valérie Mignon, Florian Morvillier, *CEPII Working Paper*, N°2024-06, mai 2024.

Régimes de change, flux commerciaux et dynamiques productives

La question industrielle est revenue sur le devant de la scène, dans un contexte international marqué par des bouleversements dans les chaînes de valeur mondiales et une fragmentation géopolitique grandissante. Cette question se pose avec acuité dans beaucoup de pays en développement confrontés à une désindustrialisation prématurée. Au-delà des raisons structurelles et institutionnelles souvent avancées, les auteurs montrent que le choix du régime de change contribue à expliquer une telle situation.

En considérant un panel de 146 pays développés, émergents et en développement sur la période 1974-2019, les auteurs mettent en évidence que les régimes de change fixes ont eu un effet négatif, significatif et robuste sur la taille du secteur manufacturier, les pays en développement étant les plus touchés par le coût industriel d'un tel régime. L'estimation de modèles de gravité montre que l'impact des régimes de change fixe passe par le canal du commerce. En particulier, ces régimes ont maintenu les pays à faible productivité relative dans un état de dépendance structurelle vis-à-vis des importations de produits manufacturés, au détriment de l'émergence d'un secteur manufacturier local fort. En d'autres termes, en accélérant l'intégration des économies en développement qui les ont adoptés au cours du processus de mondialisation, les arrangements monétaires, plus rigides, ont accentué leur désavantage comparatif dans le secteur manufacturier, contribuant à leur désindustrialisation.

Références :

"The Industrial Cost of Fixed Exchange Rate Regimes", Blaise Gnimassoun, Carl Grekou, Valérie Mignon, *CEPII Working Paper*, N°2024-07, juin 2024.

"Régime de change fixe : une entrave à l'essor industriel des pays en développement", Blaise Gnimassoun, Carl Grekou, Valérie Mignon, *La Lettre du CEPII*, N°449, octobre 2024.

Carl Grekou, Valérie
Mignon, Florian Morvillier,
en collaboration avec Cécile
Couharde (EconomiX-CNRS,
Université Paris Nanterre)

Mise à jour et extension de la base de données EQCHANGE

Ce projet, inscrit au programme de travail sur deux ans, se situe dans le cadre du développement de la base EQCHANGE du CEPII. Cette dernière propose diverses estimations basées sur la méthodologie BEER (Behavioral Equilibrium Exchange Rate) qui constitue l'une des deux principales approches retenues dans la littérature pour déterminer la valeur d'équilibre des taux de change.



En plus de la mise à jour annuelle, la base EQCHANGE sera complétée par la réalisation d'estimations de taux de change d'équilibre et de mésalignements correspondants fondés sur la deuxième approche majeure, la méthodologie FEER (Fundamental Equilibrium Exchange Rate) pour les économies avancées et certaines économies émergentes. Alors que l'approche BEER s'inscrit dans une perspective de long terme, le taux de change d'équilibre fondamental constitue une référence de moyen terme.

La réalisation de cette nouvelle série d'estimations permettra de disposer de valeurs d'équilibre de moyen et longs termes des taux de change, offrant ainsi la possibilité de réaliser des travaux en considérant différents horizons d'analyse. Ces divers ajouts permettront d'enrichir la base EQCHANGE et d'accroître sa visibilité afin d'asseoir sa place de base de référence dans le domaine des taux de change.

Justification

Si la mise à jour annuelle d'EQCHANGE a bien été réalisée, les estimations basées sur la méthodologie FEER n'ont pas débuté du fait de la réalisation d'autres travaux non-inscrits initialement au programme de travail ainsi que de délais plus longs que prévus dans l'obtention de données.

Transmission des chocs de taux de change et pouvoir de marché des entreprises sur le marché du travail

Ce projet s'intéresse au rôle du marché du travail dans la transmission des variations de taux de change aux prix des biens échangeables, et plus précisément à l'influence du pouvoir de marché des entreprises sur le marché du travail sur la relation entre le taux de change et les prix à l'exportation.

Initié en 2023, ce projet vise tout d'abord à présenter un cadre théorique basé sur des marchés du travail « oligopsoniques », ainsi que sur une hétérogénéité productive concernant à la fois les entreprises et les travailleurs. L'hypothèse étudiée est que l'inclusion d'un pouvoir de marché des entreprises sur le marché du travail pourrait permettre de prédire qu'une entreprise représentant une grande part de l'emploi dans une région donnée répercutera moins les variations de taux de change dans ses prix. Le pouvoir de marché sur le marché du travail étant variable d'une entreprise à une autre, on s'attend à ce que l'intensité de la transmission des variations du taux de change soit également hétérogène.

La pertinence empirique de ces mécanismes est évaluée en deux temps. Tout d'abord, à partir de données d'entreprises manufacturières françaises détaillées, les parts d'emploi de chaque entreprise sur les marchés du travail locaux ont été construits. D'autres facteurs qui pourraient limiter la transmission des variations de change (pouvoir de marché sur le marché des biens, taille de l'entreprise, part des intrants

Jérôme Héricourt, en collaboration avec Malik Curuk (Tiburg University), Gonzague Vannoorenberghe (Université Catholique de Louvain)



importés...) ont également été identifiés. En accord avec les prédictions du modèle, les résultats obtenus suggèrent que les entreprises représentant des parts d'emploi plus importantes sur leur marché du travail local répercutent moins les chocs de taux de change sur leurs prix à l'exportation. Dans un second temps, le modèle doit être calibré afin de quantifier le rôle du pouvoir de marché des entreprises sur la relation entre le taux de change et les prix à l'exportation en France

Pablo Winant

Déséquilibres courants, inégalités et croissance

La relation entre les inégalités et les déficits courants n'est pas univoque. En Allemagne, la forte poussée des inégalités ces 15 dernières années s'est accompagnée d'un excédent courant toujours plus important, alors que la montée des inégalités aux Etats-Unis a été concomitante avec une aggravation du déficit courant. Des inégalités de revenu plus fortes peuvent être liées à un taux d'épargne plus important sans conduire pour autant à un niveau d'investissement ou à un taux de croissance plus élevé. L'objectif de ce projet est de développer un cadre théorique permettant de rationaliser les liens entre déficits courants, montée des inégalités et taux de croissance.

Une première version du modèle tend à montrer que lorsque le choc redistributif des pauvres vers les riches (c'est-à-dire, une hausse des inégalités) induit une hausse significative de la valeur des actifs, et que les marchés financiers sont développés, le déficit courant s'accroît comme c'est le cas aux Etats-Unis. En revanche, si le choc d'inégalités affecte principalement les revenus du travail dans un contexte de marchés financiers moins développés, il en résulte un excédent du compte courant, comme c'est le cas en Allemagne. Les liens avec le taux de croissance doivent maintenant être investigués. Il s'agit notamment de rationaliser théoriquement le fait qu'une part si faible de l'épargne des plus riches soit convertie en investissement productif. Une piste explorée relie ce fait à l'insuffisance de la demande agrégée, elle-même renforcée par la diminution du pouvoir d'achat des classes moyennes.

Laurence Nayman

Positions extérieures nettes : quels pays bénéficient d'un « privilège exorbitant » ?

Malgré leur position extérieure nette déficitaire (emprunteurs nets vis-à-vis du reste du monde), les États-Unis bénéficient de revenus d'investissement nets positifs depuis plus de trois décennies. Gourinchas, Rey et Sauzet (2019) définissent le « privilège exorbitant » comme la capacité des États-Unis à réaliser « une marge d'intermédiation sous la forme d'un rendement excédentaire sur ses actifs (risqués) par rapport à ses engagements (sûrs) ».



Ce projet cherche à mesurer si cette situation est spécifique aux États-Unis ou si elle pourrait concerner également d'autres pays de l'OCDE. Initialement, l'objectif était de comparer les taux de rendement sur les actions et la dette, d'une part tels qu'ils auraient dû s'établir si les agences de notation avaient pleinement intégré les fondamentaux des pays européens, et d'autre part tels qu'ils apparaissent effectivement dans la balance des paiements et la position extérieure nette. Cependant, en raison de la difficulté à obtenir des données homogènes sur le risque pays, en particulier pour les actions, cette approche s'est révélée difficile à mettre en œuvre. Le projet adopte donc une stratégie d'analyse recentrée sur les dynamiques différenciées de valorisation des actifs et des passifs à travers le temps.

Références :

Gourinchas P-O., Rey H., Sauzet M. (2019) « The International Monetary and Financial System » *Annual Review of Economics*, août.

EFFETS DES POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES EN ÉCONOMIE OUVERTE SUR LES STRUCTURES DE PRODUCTION

Booms immobiliers et déformations de la structure de production en économie ouverte

Thomas Grjebine, Jérôme Héricourt, Florian Morvillier

L'objectif initial de ce projet était de mesurer comment les mesures budgétaires de soutien à l'immobilier contribuent à déformer la structure de production dans les pays avancés au profit des secteurs abrités, notamment le secteur de la construction, et au détriment du secteur manufacturier. La réémergence récente des débats sur l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique non seulement en termes de niveau, mais aussi de composition, notamment le poids relatif des dépenses de protection sociale (santé, retraites, etc.) , nous a conduits à reformuler la problématique de ce projet, prévu sur deux ans. Il s'agit désormais de réexaminer les effets de la composition des dépenses publiques sur la structuration sectorielle des économies : les pays qui allouent davantage de ressources à la protection sociale ou au soutien du marché immobilier favorisent-ils la croissance des secteurs abrités au détriment des secteurs exposés à la concurrence internationale, entraînant ainsi une érosion de leur compétitivité ?

La première étape de ce travail, en voie d'achèvement, consiste en une analyse comparative et historique des structures budgétaires de plusieurs pays avancés. Il en ressort notamment que, si les pays avancés se caractérisent par des niveaux élevés de dépenses liées à la prise en charge de la vieillesse (retraites), ces dépenses varient fortement d'un pays à l'autre. L'objectif du projet est désormais de mesurer l'effet d'un poids plus important des dépenses de retraites sur la structuration sectorielle des économies, au moyen d'une analyse internationale en données de panel. Les mécanismes par lesquels un poids plus



important des dépenses de retraites peut affecter la structure productive des économies sont examinés.

Références :

"La France ne pourra réduire significativement son endettement public qu'en renforçant son tissu productif ", Thomas Grjebine, *Le Monde*, 11 novembre 2024.

"Vue d'ensemble : le temps de l'offre", Isabelle Bensidoun, Thomas Grjebine, In *L'économie mondiale 2025*, La Découverte, septembre 2024.

Axelle Arquié, Thomas Grjebine

Relance fiscale en économie ouverte : une analyse (locale) des effets sur les structures de production

Ce projet vise à mieux comprendre les effets des politiques de demande en économie ouverte sur les structures locales de production. L'objectif est en particulier de mesurer par quels mécanismes les changements de fiscalité sur les ménages ont des conséquences sur les entreprises locales, ce qui pourrait générer des réallocations sectorielles.

Le projet vise notamment à tester empiriquement le mécanisme suivant : une relance (via notamment une réduction de la fiscalité locale sur les ménages) stimule la demande, ce qui conduit à une appréciation du taux de change réel du fait de la hausse des salaires locaux ou des prix immobiliers. En conséquence, les biens manufacturiers produits localement sont pénalisés par rapport à ceux produits à l'étranger, l'industrie devenant ainsi moins compétitive. Il s'agit en particulier d'étudier si ces chocs locaux de demande affectent la compétitivité des entreprises exportatrices et si cette dégradation s'explique par un renchérissement du coût du travail ou par d'autres canaux comme la hausse locale des prix immobiliers.

Une première étape du projet a consisté à travailler sur la stratégie d'identification, en se concentrant plus particulièrement sur la mesure des chocs fiscaux locaux. Ce travail en cours s'appuie sur les données de la base REI (Recensement des éléments d'imposition), accessible via le CASD. L'objectif est également en parallèle d'affiner l'analyse grâce à l'accès aux données de douanes : les effets des chocs fiscaux peuvent être plus ou moins pérennes selon la nature plus ou moins industrielle de la zone d'emploi considérée, et selon la vulnérabilité des zones d'emplois aux importations

Carl Grekou, Valérie Mignon,
en collaboration avec Blaise
Gnimassoun (BETA-CNRS,
Université de Lorraine)

Industrie, croissance et développement

Ce projet a pour objectif d'apporter des éléments de réponse à la question suivante : l'industrie est-elle synonyme de meilleures perspectives économiques ?



Loin d'être triviale, cette question se pose avec une acuité toute particulière dans le contexte actuel caractérisé, d'une part, par les prémices d'une nouvelle phase de la mondialisation (dans laquelle pourraient coexister une possible fragmentation et une volonté de réindustrialisation) et, d'autre part, par l'urgence climatique.

Sans négliger l'importance de cette dernière composante, ce projet a pour ambition d'examiner la relation entre le niveau de l'industrie, la croissance et le développement. A cette fin, l'étude portera sur un large panel de pays avancés, émergents et en développement. Si une attention particulière sera accordée à la croissance de long terme (croissance potentielle), l'analyse considèrera également les évolutions de plus court terme d'indicateurs comme la croissance et les niveaux de dette publique. Les effets potentiellement dynamiques de l'industrie sur les perspectives économiques seront également étudiés. Au niveau méthodologique, il s'agira ainsi non seulement de proposer diverses mesures de la croissance de long terme, mais aussi de recourir à des spécifications économétriques à même de tenir compte de potentielles non-linéarités et/ou d'effets variables au cours du temps et selon les pays dans la relation entre industrie, croissance et développement.

Effets sur les structures de production de l'expansion de la Chine en Afrique subsaharienne

Axelle Arquière, Carl Grekou

Au cours des deux dernières décennies, la Chine s'est, économiquement, considérablement étendue au-delà de ses frontières. Sa progression en Afrique subsaharienne, en particulier, a été significative. Elle est devenue le premier partenaire commercial de la région, un important bailleur de fonds et une source significative d'investissements directs étrangers. Dans le même temps, bon nombre de pays d'Afrique subsaharienne ont vu se développer rapidement leur secteur tertiaire au détriment d'une industrialisation, voire en parallèle à une désindustrialisation précoce. Ces mutations structurelles sont-elles dues à un « choc Chine » en Afrique ? Ce projet entend apporter des éléments de réponse à cette question. Plus spécifiquement, ce projet s'attachera à comprendre dans quelle mesure la trajectoire d'industrialisation des pays africains peut s'expliquer par leur degré d'exposition à la Chine.

Dans un premier temps, le projet consistera à mesurer l'exposition de chaque pays africain à l'expansion commerciale et financière de la Chine. Par la suite, les effets macroéconomiques seront examinés en privilégiant deux dimensions. La première est celle d'un potentiel effet d'éviction des industries locales par la Chine eu égard à son positionnement le long des chaînes de valeur. La seconde dimension aura trait aux effets en termes d'allocation de capital.

Justification :

Ce projet a été momentanément suspendu en raison du congé (convenance personnelle) pris par l'un des auteurs.



ENJEUX MONÉTAIRES ET FINANCIERS DANS LES PAYS ÉMERGENTS

*Eric Monnet, Florian Morvillier,
en collaboration avec Antonin
Chenard (PSE)*

ABSORPTION DES CHOCs INTERNATIONAUX PAR LES BANQUES CENTRALES : UNE NOUVELLE BASE DE DONNÉES SUR LES BILANS DES BANQUES CENTRALES

Ce projet vise à construire une base de données sur les bilans des banques centrales depuis 1950 pour les pays avancés et pour le plus grand nombre possible de pays en développement et émergents. Ce travail pluriannuel a débuté en 2023. La première étape a consisté à construire un modèle de bilan type applicable à l'actif et au passif des différentes banques centrales. Le traitement des bilans des banques centrales des continents asiatiques, africains et de l'Océanie a été en grande partie réalisé. Les rapports annuels des différentes banques centrales ont également été collectés pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. De nombreuses banques centrales d'Amérique Latine ont également été contactées afin d'avoir accès à leurs bilans sur une plus longue période.

L'objectif de cette base de données est d'étudier comment les banques centrales ajustent leur bilan à des chocs économiques majeurs, en particulier des chocs liés aux marchés financiers internationaux : crise financière, crises de la dette publique ou de change avec des ruptures de flux de capitaux, hausse des taux aux États-Unis, etc. Elle doit permettre également de mieux appréhender comment les autorités monétaires utilisent leurs réserves de change et/ou les prêts aux banques domestiques ou aux États pour limiter l'impact de ces chocs, et d'analyser si cette capacité d'absorption des chocs dépend d'autres facteurs macroéconomiques ou institutionnels : régime de change, contrôle de capitaux, indépendance de la banque centrale, existence d'un marché monétaire liquide, etc. Ce travail permettra ainsi d'évaluer les capacités de résilience des pays émergents, notamment à la suite d'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Il pourra également comporter un volet visant à estimer le rôle des banques centrales en réponse à des chocs environnementaux (déviations de températures par rapport à la normale, catastrophes naturelles, etc.)

*Eric Monnet, Florian Morvillier,
en collaboration avec Barry
Eichengreen (University of
California, Berkeley) et Antonin
Chenard (PSE).*

GÉOPOLITIQUE DES RÉSERVES DE CHANGE

Lancé en 2024, ce projet a pour objectif d'analyser les choix d'allocation des réserves de change par les banques centrales. Pour cela, nous exploitons la base de données en cours de construction du CEPII sur les bilans des banques centrales, qui permet de distinguer la part des titres et des dépôts au sein des réserves de change.

Les banques centrales détiennent en effet deux principaux types de réserves : des dépôts dans des banques étrangères ou des titres financiers achetés sur le marché. Ce travail teste deux hypothèses principales : i) les dépôts dans les banques étrangères reflètent des liens



économiques et politiques entre pays alors que la détention de titres est moins sensible à des facteurs commerciaux et géopolitiques ; ii) la répartition entre dépôts et titres dépend du régime de change. Dans les pays à taux de change fixe, les banques centrales détiennent plus de dépôts liquides pour répondre à la demande de conversion. Ce travail a permis de mettre en lumière une évolution notable depuis les années 2000 : les banques centrales ont progressivement privilégié les titres au détriment des dépôts dans la composition de leurs réserves. Par ailleurs, les différences de maturité entre ces deux types d'actifs sont également étudiées. Une analyse économétrique des facteurs influençant cette allocation est en cours, et une première version de l'article de recherche est en cours de rédaction.

UNE CARTOGRAPHIE DES RISQUES DANS LES PAYS ÉMERGENTS À TRAVERS LES MODÈLES DE "SUDDEN-STOP"

Erica Perego, Pablo Winant

Les sudden stops se caractérisent par un renversement brutal et massif des comptes courants, provoquant des récessions, l'effondrement des prix des actifs, des dépréciations du taux de change réel et, dans certains cas, des défauts de paiement.

Ce projet, lancé en 2023, a pour objectif de comparer les principaux modèles macroéconomiques non linéaires existants traitant des sudden stops, et d'évaluer leur pertinence pour analyser les risques actuels. L'ambition est de proposer une cartographie des vulnérabilités financières dans les pays émergents.

Le projet s'articule en plusieurs étapes. Il a débuté par la réplique de modèles standards issus de la littérature en particulier ceux de Korinek et Mendoza (2014) et de Mendoza (2010) illustrant les principaux mécanismes de transmission. Ce travail a donné lieu à une revue de littérature analytique, qui examine ces modèles tout en questionnant leur utilité dans des contextes économiques variés. Une nouvelle source de vulnérabilité a également été explorée : la montée en puissance des prêts chinois et leur évolution récente. Alors que l'aide chinoise au développement se concentrait historiquement sur le financement de projets d'infrastructure (dans le cadre de la *Belt and Road Initiative*, principalement à destination d'entreprises d'État), elle s'oriente désormais vers des prêts de sauvetage destinés à refinancer la dette souveraine. Ce changement fait suite aux difficultés rencontrées par de nombreux pays émergents à rembourser leurs engagements initiaux dans le cadre de la BRI. L'analyse économétrique de cette dynamique de prêt est en cours d'achèvement. Parallèlement, une modélisation théorique a été engagée, dans le cadre d'un modèle de défaut souverain, afin d'évaluer les effets de ces nouveaux modes de financement sur la stabilité macroéconomique des pays émergents.



Michel Aglietta, en collaboration
avec Camille Macaire (Banque
de France)

Références :

Korinek A., Mendoza E. (2014), "From Sudden Stops to Fisherian Deflation: Quantitative Theory and Policy", *Annual Review of Economics*, 6, issue 1, p. 299-332.

Mendoza E. (2010), "Sudden Stops, Financial Crises, and Leverage. *American Economic Review*, 100 (5): 1941-66.

TRANSFORMATIONS DU MODÈLE DE CROISSANCE CHINOIS ET ÉVOLUTIONS DES « NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE »

L'objectif de ce projet était de poursuivre l'analyse des transformations du modèle de croissance chinois, dans le prolongement du *Policy brief* publié par les auteurs en 2023.

Trois objectifs fondamentaux mis en avant par le pouvoir chinois ont été analysés. Le premier vise à ce que la Chine accède à une auto-suffisance dans les technologies de pointe pour aboutir à une super-puissance technologique. Le second objectif consiste à faire évoluer le projet des nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative), grevé par le surendettement des pays bénéficiaires du financement de la Chine. Le troisième objectif est la réunification de Taiwan considérée comme une partie intégrante de la Chine par les autorités du parti communiste chinois. D'autres caractéristiques très importantes de cette transformation du modèle de croissance chinois ont également été étudiées : la restructuration financière à la suite de la crise immobilière ; le développement du marché intérieur par la réforme de la protection sociale ; et la réponse au vieillissement de la population chinoise.

Référence :

« Quelle nouvelle ère pour la Chine ? Les défis de la prospérité intérieure et de l'affirmation internationale », Michel Aglietta, Camille Macaire In *L'économie mondiale 2025*, La Découverte, septembre 2024.

PROJETS HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

Jérôme Héricourt, en
collaboration avec Jean Imbs
(New York University Abu Dhabi)
et Lise Patureau (Université
Paris-Dauphine)

LE CANAL DU COLLATÉRAL : UNE ANALYSE GRANULAIRE AU SEIN ET ENTRE LES PAYS

Ce projet visait à étudier la réaction de l'investissement aux prix de l'immobilier dans les entreprises françaises entre 1994 et 2015. En mobilisant de nouvelles méthodes et spécifications, l'analyse met en évidence une sensibilité de l'investissement aux prix de l'immobilier qui décroît avec la taille de l'entreprise : les plus petites entreprises apparaissent au moins trois fois plus sensibles aux variations de la valeur des garanties que les plus grandes. Ces estimations sont ensuite extrapolées à d'autres pays pour lesquels les données disponibles ne permettent pas une analyse aussi détaillée au niveau individuel des entreprises. Cette



démarche permet d'évaluer la sensibilité agrégée de l'investissement aux prix de l'immobilier à l'échelle internationale. Nos résultats indiquent une variation significative de la sensibilité de l'investissement global aux chocs immobiliers, due à des différences dans la distribution de la taille des entreprises entre les pays. Cette hétérogénéité pose des questions non-négligeables pour la Banque centrale européenne.

Références :

"The Collateral Channel within and between Countries", Jérôme Héricourt, Jean Imbs, Lise Patureau, *CEPII Working Paper*, N°2024-13, octobre 2024.

ESTIMATION EN TEMPS RÉEL DU TAUX DE CROISSANCE DU SECTEUR DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Camilo Umana Dajud

Le projet a développé une méthodologie pour estimer en temps réel la croissance du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) en exploitant les données de Google Trends. Face aux limites des sources de données traditionnelles, souvent disponibles avec plusieurs années de retard, cette approche propose un modèle de « nowcasting » permettant d'anticiper l'évolution du secteur. L'étude s'appuie sur une combinaison de techniques statistiques et d'apprentissage automatique pour extraire des tendances significatives des recherches en ligne. Le modèle repose sur un réseau de neurones artificiels qui a démontré une meilleure performance par rapport aux approches classiques, permettant ainsi d'obtenir des estimations plus précises et en phase avec l'évolution réelle du secteur. Les résultats ont montré que le secteur des TIC a fait preuve d'une forte résilience face à la crise du COVID-19, avec des taux de croissance soutenus dans la plupart des pays de l'OCDE. Le modèle a permis de combler le manque de données récentes en fournissant des estimations fiables pour les années 2020 à 2023, période pour laquelle les statistiques officielles n'étaient pas encore disponibles. En plus de son intérêt pour l'analyse économique, cette approche peut contribuer à l'élaboration de politiques publiques en fournissant des indicateurs actualisés sur la dynamique du secteur numérique.

Références :

Umana Dajud, C. (2024), "Nowcasting the growth rate of the ICT sector", *OECD Digital Economy Papers*, No. 362, OECD Publishing, Paris.

"The growth outlook for the ICT sector", Camilo Umana Dajud, Nicolas Benoît, Molly Leshner, *In OECD Digital Economy Outlook 2024*, OECD, avril 2024.



Carl Grekou, Thomas Grjebine,
Florian Morvillier

EFFETS DES PRIX DE L'ÉNERGIE ET DE CHOC DE DEMANDE SUR LES DYNAMIQUES PRODUCTIVES

La récente crise énergétique a replacé au premier rang des enjeux industriels le rôle des prix de l'énergie. Si le débat se focalise beaucoup sur ce facteur, un autre déterminant, trop souvent négligé, joue un rôle crucial sur la compétitivité industrielle : la politique budgétaire et son corollaire sur la demande. Une politique de relance peut compromettre la compétitivité en exerçant une pression à la hausse sur les prix, qui finit par pénaliser les exportations.

Ce projet a permis d'analyser les effets macroéconomiques des fluctuations des prix de l'énergie ainsi que de chocs budgétaires affectant la demande, sur les dynamiques du secteur manufacturier dans les pays avancés. Les résultats montrent qu'une hausse des prix de l'énergie réduit significativement la valeur ajoutée, la production, l'investissement et les exportations du secteur manufacturier. S'agissant des chocs budgétaires, on observe qu'en moyenne, au cours des trois dernières décennies, une hausse de 1 % de la demande dans les économies avancées a entraîné, à un horizon de trois ans, une baisse de 1,8 % des exportations de produits manufacturés. Toutefois, l'effet sur la valeur ajoutée va dépendre du degré d'ouverture au commerce international : dans un secteur faiblement exposé, les ventes domestiques compensant la baisse des exportations, l'accroissement de la demande stimule la valeur ajoutée industrielle alors que c'est le contraire qui se produit pour un secteur fortement exposé, la baisse des exportations l'emportant sur la hausse des ventes domestiques. Ce projet a donné lieu à la parution d'une *Lettre du CEPII* (mars 2025), et un document de travail est à paraître.

Référence :

" Au-delà du coût de l'énergie : la demande, ce facteur oublié de la compétitivité ", Carl Grekou, Thomas Grjebine, Florian Morvillier, *La Lettre du CEPII*, N°453, mars 2025

Erica Perego

LA PARITÉ DES TAUX D'INTÉRÊT EN PÉRIODE D'INCERTITUDE

La parité des taux d'intérêt non couverte (UIP) ne se vérifie pas en pratique, en particulier en période d'incertitude. Alors que les études antérieures se sont surtout intéressées aux économies avancées, cette analyse étend le champ d'observation à 60 devises, englobant à la fois des pays avancés et des économies émergentes ou en développement. L'enseignement principal de cette étude empirique est que l'incertitude agit différemment selon le niveau de développement économique : les écarts à la parité des taux d'intérêt tendent à s'accroître dans les pays émergents et en développement, tandis qu'ils se réduisent dans les économies avancées. L'étude met en évidence qu'en période d'incertitude, les investisseurs deviennent plus averses au risque et réorientent



leurs capitaux vers des monnaies jugées plus sûres, généralement celles des pays avancés. Ce phénomène renforce la prime de risque associée à la parité des taux pour les devises des économies émergentes, tout en l'atténuant pour celles des pays avancés.

L'étude met également en lumière le rôle croissant de l'incertitude dans les écarts observés par rapport à la parité, un rôle qui s'est accru depuis la crise financière mondiale. Ces résultats soulignent l'importance de distinguer les profils économiques des pays analysés, aussi bien dans une perspective de court terme que dans une analyse à plus long terme.

Références :

"UIP deviations in times of uncertainty: Not all countries behave alike", Erica Perego, Purva Gole, Camelia Turcu, *Economics Letters*, vol. 242, p.111848, septembre 2024.

"UIP Deviations in Times of Uncertainty: Not all Countries Behave Alike", Purva Gole, Erica Perego, Camelia Turcu, *CEPII Working Paper*, N°2024-09, juillet 2024.



Programme scientifique

Migrations internationales

MIGRATIONS ET EMPLOIS

LES EFFETS SUR L'EMPLOI ET LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES DE DEUX ÉPISODES D'OUVERTURE DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN ITALIE

Gianluca Santoni, Gianluca Orefice, en collaboration avec Giovanni Peri (University of California Davis)

L'objectif de ce projet est d'estimer les effets sur les salaires, l'emploi et la mobilité des natifs de la régularisation de 634 000 immigrés extra-communautaires sans papiers en Italie, à la suite de la loi « Bossi-Fini » de 2002.

Il s'appuie sur un cadre théorique dans lequel les travailleurs immigrés et natifs ne sont pas parfaitement substituables et teste empiriquement des élasticités de substitution spécifiques à chaque profession entre les travailleurs natifs et immigrés.

Les premiers résultats montrent que cette politique a eu un faible effet sur le salaire moyen des travailleurs natifs et des effets positifs sur leur emploi au niveau du marché du travail local.

Les travailleurs natifs les plus affectés ont, par ailleurs, été le plus susceptibles de changer d'employeur dans la période qui a suivi la mise en œuvre de cette régularisation pour bénéficier de salaires plus élevés.

Cette mobilité accrue a donc conduit à une augmentation du salaire moyen et de la dispersion des salaires pour les natifs.

L'accès aux données individuelles italiennes, indispensable à la poursuite de ce projet, a cependant été ralenti par les confinements et un nouvel accès à ces données ne sera possible que sur la base des rapports d'éditeurs scientifiques sur la première version de l'étude.



Anthony Edo, en collaboration
avec George Borjas (Harvard
University)

L'IMPACT SUR LES EMPLOIS ET LES SALAIRES DE LA RÉGULARISATION DES IMMIGRÉS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE : UNE ANALYSE DES MESURES PRISES EN FRANCE EN 1982

Ce projet évalue la politique de régularisation exceptionnelle menée après l'élection de François Mitterrand en mai 1981. Les résultats montrent qu'en améliorant le pouvoir de négociation des étrangers sans-papiers, une politique de régularisation accroît les rémunérations des secteurs dans lesquels ils sont concentrés, ce qui rend ces secteurs plus attractifs et encourage la participation au marché du travail contribuant ainsi à la croissance. C'est ainsi que le programme de régularisation de 1981-1983 a augmenté le taux d'emploi et les salaires des hommes français faiblement diplômés. Des gains qui ont conduit à un accroissement du PIB par habitant en France estimé à 0,5%.

En 2024, une *Lettre du CEPII* a été tirée du projet initial qui a continué, par ailleurs, à faire l'objet d'un travail d'approfondissement en vue de sa publication dans une revue académique.

Référence :

«Régularisation exceptionnelle de 1981 : des retombées positives pour l'économie», Anthony Edo, *La Lettre du CEPII*, N°446, mai 2024

Lionel Ragot, en collaboration
avec Jérôme Gonnnot (Institut
Catholique de Lille)

L'IMPACT DE LA ROBOTISATION SUR L'EMPLOI DES IMMIGRÉS

Ce projet vise à comparer l'impact du développement de la robotisation sur l'emploi des travailleurs immigrés, d'une part, et sur l'emploi des travailleurs natifs, d'autre part, à un niveau sectoriel très fin. Il utilise la base de l'International Federation of Robotics (IFR) qui fournit des données sectorielles très détaillées sur les stocks de robots installés entre 1993 et 2021, tant sur les robots industriels que sur les robots de service (nettoyage, gestion de stocks...) et les données EU Labour Force Survey de Eurostat pour les données sur le travail.

L'INTÉGRATION DES IMMIGRÉS DANS LE PAYS D'ACCUEIL

Hillel Rapoport, en collaboration
avec Yajna Govind (Copenhagen
Business School) et Sarah
Schneider-Strawczynski (University
of Exeter)

CITOYENNETÉ ET INTÉGRATION

Ce projet, engagé sur trois ans en 2024, se propose d'étudier le rôle de la naturalisation (acquisition de la citoyenneté française) sur l'intégration des immigrés en France.

Deux études étaient initialement envisagées :

- la première visait à identifier si la naturalisation permet de supprimer des discriminations à l'embauche en testant les taux de réponse des employeurs à des envois de CV (fictifs) différenciés selon la nationalité ;
- la seconde visait à évaluer l'importance de la nationalité dans les résultats scolaires et l'accès à l'emploi en comparant des cohortes de jeunes immigrés qui, du fait des changements de législation, ont pour



les uns dû attendre leur majorité avant de devenir français alors que d'autres ont pu acquérir la nationalité avant 18 ans.

La première étude est lancée. Une phase pilote a permis, pour l'essentiel, de valider la méthodologie. Un plan de pré-analyse (pre-analysis plan, PAP) a été soumis à un registre international des études randomisée contrôlées de l'American Economics Association.

La seconde étude a été abandonnée lorsque les auteurs ont été informés qu'un travail similaire, engagé par une autre équipe était très avancé.

Ce projet bénéficie également d'un financement de l'Institut Convergence Migrations

INTÉGRATION DES IMMIGRÉS : LE RÔLE DE LA FRACTURE NUMÉRIQUE EN FRANCE

Ce projet s'inscrit dans une double filiation : l'économie des migrations et l'économie du numérique. Son objectif principal est d'étudier la fracture numérique au sein de la population immigrée en France. Alors que la plupart des échanges avec les administrations publiques, les sociétés de service et entre les individus ou groupe d'individus passent par le numérique, les inégalités en matière de connexion, d'équipement et de formation aux outils numériques peuvent être un puissant frein à l'intégration, en particulier des populations immigrées. Les enquêtes Technologies de l'Information et de la Communication produites par l'INSEE entre 2012 et 2023 et Pratiques du numérique par Sciences Po entre 2013 et 2022 contiennent des informations permettant de différencier les immigrés des natifs, ainsi que de nombreuses informations sur l'accès et les usages numériques. L'étude économétrique vise à identifier d'éventuelles disparités dans l'accès et l'usage d'internet entre les populations native et immigrée en France.

La finalisation du projet a été retardée par un délai supplémentaire de mise en ligne des données TIC 2022 et 2023 sur la plateforme Quetelet-Progedo.

Lionel Ragot, en collaboration avec Mathilde Aubouin (Laboratoire d'Economie Appliquée de Grenoble – GAEL)

MIGRATIONS, OPINIONS PUBLIQUES ET VOTE

L'UTILISATION DU THÈME DE L'IMMIGRATION PAR LES PARTIS SITUÉS À L'EXTRÊME DROITE DE L'ÉCHIQUIER POLITIQUE : CONSÉQUENCES ÉLECTORALES ET IMPACT SUR LES DISCOURS DES AUTRES PARTIS POLITIQUES

Ce projet analyse l'impact de la création du Front National en 1972 et de sa montée en puissance aux élections législatives dans les années 1980-1990 sur les discours politiques des autres partis. Les résultats montrent que les candidats de droite, lorsqu'ils sont en concurrence avec le Front National, adaptent leur profession de foi en y évoquant davantage la question de l'immigration et adoptant à ce sujet une rhéto-

Anthony Edo, Jérôme Valette, en collaboration avec Thomas Renault (Université de Paris 1)



Jérôme Valette, en collaboration
avec Sarah Schneider-
Strawczynski (University of
Exeter)

rique négative. Cette stratégie politique permet à ces candidats de limiter le basculement de l'électorat conservateur vers l'extrême droite. En revanche, le succès de l'extrême droite aux élections législatives n'a pas d'influence sur les considérations relatives à l'immigration des professions de foi des candidats de gauche.

Ces résultats offrent un éclairage empirique inédit sur la manière dont la concurrence à droite, autour du thème de l'immigration, reconfigure l'offre électorale.

L'ensemble des résultats est désormais stabilisé et le projet est actuellement en phase de rédaction. Une première version pourra être présentée et discutée en conférences et séminaires avant l'été 2025.

L'INFLUENCE DES MÉDIAS SUR LA POLARISATION DES ATTITUDES DES NATIFS ENVERS LES IMMIGRÉS

Ce projet étudie l'effet de la couverture médiatique sur les attitudes envers l'immigration. Il combine des données sur la couverture de l'immigration à la télévision française avec des données de panel individuelles recueillies entre 2013 et 2017, qui enregistrent la chaîne de télévision préférée des répondants ainsi que leurs attitudes vis-à-vis de l'immigration. Les résultats montrent qu'une couverture médiatique accrue de l'immigration tend à polariser les attitudes : les individus initialement modérés deviennent plus susceptibles d'adopter des positions soit très positives, soit très négatives. Cette polarisation s'explique principalement par une augmentation de la saillance de l'immigration, qui réactive des préjugés préexistants, plutôt que par un effet de persuasion lié à la consommation de contenus biaisés.

Références :

Schneider-Strawczynski, S., and Valette, J. "Media Coverage of Immigration and the Polarization of Attitudes", *CEPII Working Paper*, N°2024-01, janvier 2024.

Schneider-Strawczynski, S., and Valette, J. (2024) Media Coverage of Immigration and the Polarization of Attitudes. *American Economic Journal: Applied Economics*, 17(1): 337-368

MIGRATIONS ET NORMES CULTURELLES

Jérôme Valette, en collaboration
avec Valette, Riccardo Turati
(UAB) et Yasmine Hesham
Elkhateeb (Université Paris 1)

MIGRANTS ET DIFFUSION DES NORMES CULTURELLES EN EUROPE

Le projet analyse l'impact de l'immigration sur l'évolution de l'hétérogénéité culturelle en Europe entre 2004 et 2018. Pour ce faire, il combine des indices de fragmentation culturelle régionale issus de l'European Social Survey avec des données sur la part d'immigrés fournies par l'European Labor Force Survey. Les résultats montrent que l'immigration favorise un repli vers des identités plus nativistes et nationalistes. Confrontés à une diversité perçue comme un défi, les natifs tendent à



ajuster leurs normes et valeurs à celles du groupe majoritaire, réduisant ainsi l'hétérogénéité culturelle au sein de la population native. Ce travail permet de mieux appréhender les mécanismes par lesquels l'immigration façonne les dynamiques identitaires et redéfinit la distribution des valeurs culturelles au sein des sociétés d'accueil.

Le projet, en cours de finalisation, est enrichi par l'intégration des théories récentes sur les choix d'identification des individus à des groupes sociaux et sur l'impact de l'immigration sur ces dynamiques.

MIGRANTS ET DIFFUSION DES NORMES DE FÉCONDITÉ EN EUROPE, UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE

En utilisant des données inédites sur l'immigration française en provenance d'autres régions européennes entre 1850 et 1930, l'étude montre, de manière robuste, que l'augmentation de l'immigration en France s'est traduite par une baisse de la fécondité dans la région d'origine après quelques décennies. Elle constate également que les immigrés qui sont devenus eux-mêmes citoyens français ont eu une fécondité plus faible, en particulier ceux qui se sont installés dans les régions françaises où les niveaux de fécondité sont les plus bas.

Ces résultats sont interprétés en termes de transferts culturels, conformément à un cadre théorique dans lequel les migrants agissent comme des vecteurs de diffusion culturelle, propageant de nouvelles informations, normes sociales et préférences relatives à la fécondité moderne dans leurs régions d'origine.

Référence :

M. Melki, H. Rapoport, E. Spolaore, and R. Wacziarg Cultural Remittances and Modern Fertility, *NBER Working Paper* No. 32990, September 2024 (Une version revue de cette étude sera prochainement publiée sous forme de *Document de travail CEPII*)

LES CONSÉQUENCES SUR LES FLUX MIGRATOIRES DE LA XÉNOPHOBIE DANS LES PAYS DE DESTINATION

Ce travail, basé sur des enquêtes d'opinion, vise à analyser la sensibilité des migrants potentiels, en fonction de leur pays d'origine et de leur niveau de qualification, aux attitudes anti-immigration dans les pays de destination. Il consiste principalement à identifier une variable permettant de prédire ces attitudes qui ne soit pas elle-même affectée par l'une ou l'autre des variables étudiées (pour écarter les risques d'endogénéité) et interpréter causalement la relation entre attitudes et flux. L'étude montre que la variation des nombres de victimes du terrorisme qui sont des nationaux du pays de destination tués dans des attentats hors d'Europe satisfait ce critère.

Référence :

Bacher E., Beine M. and Rapoport H. "Estimating the impact of xenophobia on immigration: evidence from terrorist attacks" (mimeo).

Hillel Rapoport, en collaboration avec Mickael Melki (Paris School of Business), Enrico Spolaore (Tufts University) et Romain Wacziarg (UCLA Anderson School of Management)

Hillel Rapoport, en collaboration avec Etienne Bacher (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research) et Michel Beine (Université de Luxembourg)



Jérôme Valette, en collaboration
avec Simone Bertoli (CERDI)
et Morgane Laouenan (CNRS,
LIEPP-Sciences Po)

LA DISCRIMINATION PÉNALE DES HISPANQUES ET LE FLUX D'INFORMATION SUR LES ENTRÉES ILLÉGALES À LA FRONTIÈRE SUD DES ÉTATS-UNIS

Ce projet vise à analyser l'impact de la visibilité des hispaniques, mesurée par les arrestations d'hispaniques en situation irrégulière à la frontière sud des États-Unis sur les condamnations d'hispaniques par le système judiciaire américain.

Les résultats sont doubles :

- une augmentation de la visibilité du groupe hispanique augmente la sévérité des condamnations reçues par les citoyens américains d'origine hispanique, et ce, d'autant plus fortement que ces derniers partagent les caractéristiques moyennes des illégaux en termes d'âge, de genre ou de niveau d'éducation ;
- les justiciables d'origine hispanique n'ayant pas la nationalité américaine ne sont pas affectés par ces variations.

Ces deux résultats combinés semblent donc refléter le fait que l'accroissement des arrestations à la frontière conduit les tribunaux à assimiler les justiciables citoyens américains d'origine hispanique aux justiciables d'origine hispanique non-citoyens et à accroître la sévérité des condamnations des premiers.

L'absence d'effet pour les justiciables d'origine hispanique n'ayant pas la nationalité américaine est incompatible avec une explication alternative selon laquelle les arrestations pourraient détériorer l'attitude des juges envers tous les justiciables hispaniques, indépendamment de leur citoyenneté.

Référence :

Bertoli S., Laouenan M., Valette J. Border "Apprehensions and Federal Sentencing of Hispanic Citizens in the United States", *CEPR Working Paper*, N°2023-02, Janvier 2023. Une version ultérieure, profondément remaniée, a été soumise à la revue *The Journal of Law and Economics*.

PROJET HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

Hillel Rapoport, en collaboration
avec Frederic Docquier
(Luxembourg Institute of Socio-
Economic Research)

LE CERCLE VICIEUX DE LA XÉNOPHOBIE : L'IMMIGRATION ET LE POPULISME DE DROITE

Ce projet s'appuie sur les résultats empiriques d'études récentes, recueillies dans plusieurs pays qui montrent que :

- L'immigration peu qualifiée tend à exacerber le populisme, tandis que l'immigration très qualifiée tend à l'atténuer ;
- Les politiques populistes et les attitudes xénophobes ont un fort effet répulsif sur les immigrants hautement qualifiés.

Ces résultats sont utilisés pour élaborer un modèle théorique de détermination conjointe du ratio de compétences des immigrants et des niveaux de populisme de droite.



Le modèle présente plusieurs équilibres. L'équilibre inférieur est caractérisé par des niveaux élevés de populisme de droite et une forte proportion de travailleurs peu qualifiés parmi les immigrants, ces deux phénomènes se renforçant l'un l'autre dans un processus dynamique appelé par les auteurs « le cercle vicieux de la xénophobie ».

La rhétorique anti-immigrés et les politiques populistes tendent à évincer les immigrants les plus qualifiés et, de ce fait, à entraîner une détérioration du niveau moyen d'éducation et de compétence des immigrants.

La détérioration du rapport entre les immigrants hautement qualifiés et les immigrants peu qualifiés alimente à son tour le soutien populiste et les attitudes anti-immigration.

Dans ce cadre, les tendances structurelles telles que la pénétration d'Internet, l'érosion économique de la classe moyenne, la pression démographique des pays pauvres ainsi que les chocs cycliques défavorables rendent plus probable un équilibre de type « cercle vicieux » entre niveaux de populisme et sélection-négative des immigrants.

Référence :

Docquier F., Rapoport H., The Vicious Circle of Xenophobia: Immigration and Right-Wing Populism, *Economic Policy*, forthcoming 2025.





Programme scientifique

Politiques commerciales

COMMERCE ET DÉFORESTATION

SUIVI DE L'INITIATIVE EUROPÉENNE CONTRE LA DÉFORESTATION IMPORTÉE

La protection des forêts devient un sujet central dans les politiques européennes, y compris les politiques commerciales. En juin 2023, le nouveau règlement entré en vigueur en Europe vise à garantir aux citoyens européens que les produits consommés en Europe ne contribuent pas à la déforestation mondiale. Il s'agit de limiter les importations de sept produits (café, cacao, caoutchouc, huile de palme, soja, bœuf et bois) et de leurs dérivés. L'impact de cette politique risque d'être majeur pour de nombreux pays exportateurs en développement. Ce projet a pour objectif de documenter le poids de cette mesure sur les importations européennes et sur les exportations des pays fournisseurs. À terme, ce projet décrira les évolutions des importations européennes des produits visés en fonction du niveau de déforestation des pays d'origine. Il s'agira en particulier de mesurer comment ces mesures affectent les flux de ces produits ainsi que leur coût pour le consommateur européen.

Justification du retard : l'initiative contre la déforestation importée ayant été reportée à fin 2025, le projet a été repoussé. L'année 2024 a toutefois donné lieu à une étude préliminaire sur la façon dont les entreprises agroalimentaires françaises se préparent à sa mise en œuvre.

Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard et Kevin Lefebvre



Antoine Bouët, Christophe Gouel, Cristina Mitaritonna et Yu Zheng, en collaboration avec Priscilla Ramos (National Scientific and Technical Research Council, Argentine)

ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE ET CLAUSES ENVIRONNEMENTALES : LE CAS DE LA DÉFORESTATION

L'Union européenne a relancé une négociation d'un accord de libre-échange avec les pays du Mercosur. L'agriculture et la protection de la forêt constituent un point de blocage dans ces accords, d'autant plus important que l'Union Européenne a adopté la nouvelle réglementation contre la déforestation. Le projet se propose d'étudier le lien entre politiques commerciales et déforestation dans le cadre de l'accord UE-Mercosur. Il introduira la question de l'utilisation des sols dans le modèle Mirage-Power.

Projet abandonné, car les importations européennes sont suffisamment faibles pour pouvoir être toujours satisfaites par des productions réalisées sur des terres non récemment déforestées, ce qui d'un point de vue modélisation empêche de répondre à la question. Toutefois, les réflexions engagées sur la question de la modélisation de l'usage des sols ont permis d'initier un travail sur un ajustement carbone à la frontière appliqué au secteur agricole européen.

MODÉLISATION DU SECTEUR AGRICOLE

Leysa Maty Sall

PRODUCTIVITÉ AGRICOLE DES FACTEURS : UNE NOUVELLE ESTIMATION

Dans un contexte d'équilibre général, la Productivité Totale des Facteurs (PTF) peut suivre des trajectoires différentes pour l'agriculture, l'industrie et les services. Pour modéliser le progrès technique dans MIRAGE, un modèle d'enveloppement des données estime la PTF séparément pour l'agriculture, en considérant deux catégories de production : animale et végétale. Ce projet vise à actualiser l'estimation de la productivité des facteurs pour le secteur agricole pour intégrer les nouvelles informations dans le sentier dynamique de référence du modèle MIRAGE. Le projet pourra s'intéresser également à l'impact des chocs climatiques sur la productivité agricole.

Produits attendus : Une nouvelle version de la productivité des facteurs par région/pays et un document de travail décrivant le cadre conceptuel et méthodologique et les prévisions de productivité.

Etat d'avancement :

Ce travail est toujours en cours. À partir des estimations déjà réalisées par (Malt Thie), une analyse approfondie des méthodologies a été réalisée autour de trois axes principaux :

- **Growth accounting**, utilisé principalement par l'USDA, dont la dernière mise à jour date de 2023 ;
- **Malmquist-DEA**, utilisé dans les projections de MIRAGE ;
- **Stochastic frontier function**, qui répond aux critiques concernant les erreurs de mesure. Le DEA n'intègre pas explicitement



les facteurs aléatoires ou environnementaux qui pourraient influencer la performance des exploitations agricoles. Toutes les déviations par rapport à la frontière sont traitées comme des inefficacités, ce qui peut être trompeur si des facteurs externes influencent de manière significative les performances. De plus, l'intégration de variables climatiques telles que la température, les précipitations, les événements extrêmes et l'utilisation de différentes projections climatiques (SSPs, etc.) pourrait être un ajout précieux pour définir plusieurs trajectoires de changements de la PTF dans MIRAGE.

Prochaines Etapes : Une analyse comparative de l'impact de ces hypothèses sur le niveau de productivité.

MODÉLISATION EN ÉQUILIBRE GÉNÉRAL DES POLITIQUES COMMERCIALES DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Houssein Guimbard

L'objectif de ce programme de recherche, réalisé dans le cadre d'un consortium européen (Projet Horizon 2020, BATModel) rassemblant quinze centres de recherche, est de faire progresser les évaluations des politiques commerciales dans le secteur agricole en favorisant l'intégration des résultats des travaux économétriques dans les modèles utilisés pour produire les évaluations quantitatives ex ante (dont le modèle MIRAGE du CEPII). Les thématiques qui structurent ce projet sont multiples : coûts au commerce, impacts régionaux des politiques commerciales, conséquences des mesures non tarifaires, rôles des chaînes de valeur globales... En 2024 (dernière année de ce projet européen), le CEPII a participé à deux projets dans le cadre de ce programme. Le premier projet a permis d'intégrer, dans le modèle MIRAGE, des mesures non tarifaires sous la forme d'équivalents ad valorem estimés par l'université de Berne. Le second projet a conclu le travail de comparaison des modèles développés par les différents centres du consortium (avec l'exemple de l'accord UE-Canada). Un summer school a été organisée au JRC de Séville, avec 3 interventions du CEPII sur les droits de douane, la modélisation des mesures non tarifaires en équilibre général et l'évaluation quantitative des accords UE-Canada et UE-Nouvelle Zélande.

Le projet s'est terminé en 2025. Deux rapports d'étude seront publiés en 2025.

CLIMAT

DOMMAGES CLIMATIQUES DANS MIRAGE-POWER

Lionel Fontagné, Christophe Gouel et Yu Zheng

Le projet a été abandonné car jugé non prioritaire par rapport aux autres projets dans lesquels Yu Zheng est engagée.



Yu Zheng, en collaboration avec Johannes Emmerling (RFF-CMCC EIEE), Carolina Grottera (RFF-CMCC EIEE) et Giacomo Marangoni (RFF-CMCC EIEE)

INÉGALITÉS INTERNES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : UNE MODÉLISATION POUR LA FRANCE ET LE BRÉSIL

L'impact du changement climatique varie en fonction des inégalités internes, ce qui soulève des questions de politique économique, questions ayant fait l'objet d'une grande attention ces dernières années. Pourtant, l'endogénéisation de l'évolution de l'inégalité n'a pas encore été abordée dans les modèles d'analyse d'impact standard largement utilisés. Nous nous proposons de combler cette lacune en développant un module d'inégalité, module fondé sur les déciles des ménages et une routine d'optimisation pour chaque groupe de ménages. En tenant compte des primes de qualification, de la dynamique des revenus du capital et de l'hétérogénéité de la consommation, y compris la consommation d'énergie et de nourriture, nous pourrions simuler l'impact des prix du carbone et d'autres facteurs macroéconomiques sur l'évolution de l'inégalité, conformément aux scénarios socioéconomiques et climatiques usuels. Les résultats des simulations de modèles montrent que d'ici 2100, les impacts climatiques augmenteront les inégalités de 1,4 point de l'indice de Gini en moyenne. Le maintien de la température moyenne mondiale en dessous de 1,5 °C réduit de deux tiers l'augmentation des inégalités à long terme, mais l'accroît légèrement à court terme. Cependant, une redistribution égale par habitant peut compenser l'effet à court terme, en réduisant l'indice de Gini de près de deux points. Nous quantifions l'incertitude du modèle et trouvons des preuves solides que des politiques bien conçues peuvent aider à stabiliser le climat et à promouvoir l'inclusion économique.

Référence :

Johannes Emmerling, Yu Zheng, et al., 2024. «A multi-model assessment of inequality and climate change», *Nature Climate Change*, octobre.

INTÉGRATION COMMERCIALE EN AFRIQUE

Lionel Fontagné, Cristina Mitaritonna et Yu Zheng, en collaboration avec Simon Mevel (Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique)

IMPACT DE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF) SUR LES CHÂÎNES DE VALEUR RÉGIONALES.

En 2023 l'impact économique et environnemental de la Zlecaf a été étudié avec le modèle MIRAGE, ce qui a été l'occasion de mettre en production la version « Power » de ce modèle intégrant les énergies renouvelables. Le développement des chaînes de valeur régionales (CVR) et l'engagement dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) sont essentiels à la transformation industrielle et au développement économique de l'Afrique. Ces objectifs sont également étroitement liés aux principaux buts de l'accord établissant la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA), qui est en cours de mise en œuvre. Dans ce rapport, nous examinons tout d'abord la position de l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales et le développement récent des



chaînes de valeur régionales. Ensuite, les liens potentiels entre l'accord de la ZLECA et les chaînes de valeur régionales/mondiales sont établis. En outre, une description détaillée des tarifs actuels de l'Afrique, des mesures non tarifaires, des structures commerciales distinguant les biens et les services pour la consommation finale et intermédiaire est fournie. Enfin, sur la base du modèle d'équilibre général calculable (EGC) MIRAGE-VA, nous simulons les implications de la mise en œuvre de l'accord AfCFTA pour les CVR en Afrique afin d'identifier les secteurs et sous-secteurs qui présentent le plus grand potentiel de valeur ajoutée et de création de CVR.

Le rapport a été présenté à la conférence GTAP à Fort Collins, Colorado du 12 au 14 juin 2023 par Cristina Mitaritonna, ainsi que par Simon Mevel et Stephen Karingi à des nombreuses conférences (30th IIOA Conference) Production «Implementing the AfCFTA Agreement and implications for Africa's regional value chains», Cristina Mitaritonna, Yu Zheng, Simon Mevel, Stephen Karingi, UNECA, 2024.

AFRIQUE : D'UNE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE À UNE UNION DOUANIÈRE

La Commission de l'Union africaine souhaite voir l'Union douanière se réaliser rapidement afin d'accélérer le développement des chaînes de valeur au sein du continent africain, en particulier dans quatre industries identifiées comme prioritaires : automobile, pharmacie, textile et habillement, agro-alimentaire. Quel sera l'effet d'une Union Douanière sur le commerce et l'activité économique sectorielle en Afrique ? En se basant sur le modèle MIRAGE-Power et sur le travail déjà effectué par le CEPII sur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine, nous étudierons et comparerons différents scénarios parmi lesquels le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO appliqué à tous les pays africains, celui de la Communauté Est-Africaine, et la recherche d'un TEC optimal.

Produits attendus : un rapport d'étude, un document de travail, un article scientifique.

Etat d'avancement : L'analyse a été finalisée et le rapport final a été soumis à l'UNECA pour publication dans l'édition XI du rapport ARIA (Assessing Regional Integration in Africa). Un document de travail/article scientifique doit être produit à la suite de cette étape. La première version du travail a été présentée à la conférence GTAP au Colorado en juin 2024.

Prochaine Etape : Production *Document de travail CEPII*, puis d'un article scientifique.

Le projet s'est terminé en 2024. Il a donné lieu à un rapport d'étude.

Antoine Bouët et Leysa Maty Sall



LA CHINE AU COEUR DES POLITIQUES COMMERCIALES

Antoine Bouët, Charlotte Emlinger et Kevin Lefebvre

MODERNISATION DES INSTRUMENTS DE DÉFENSE COMMERCIALE DE L'UE FACE À LA CHINE

Face à la concurrence chinoise, l'Union européenne repense ses instruments de défense commerciale (anti-subsidation, antidumping et droits de sauvegarde). Ainsi, en septembre 2023, l'UE a ouvert une enquête concernant les subventions que perçoivent les producteurs chinois de voitures électriques. Sous certaines conditions, l'UE pourrait contraindre/compenser ces aides potentielles en instaurant un droit de douane additionnel *i.e.* droit anti-subsidation sur les importations de voitures électriques chinoises.

Ce projet présentera tout d'abord un panorama de l'utilisation historique des instruments de défense commerciale de l'UE contre la Chine au cours de la dernière décennie. Il documentera ensuite les changements de procédure récents qu'ont connu ces instruments, ce qui permettra d'éclairer les enjeux des enquêtes en cours.

Produit attendu : *un Policy brief.*

Justification du retard : Cette année a permis de collecter les données concernant les droits anti-dumping et anti-subsidation mis en place par l'Union Européenne depuis 2019. Le projet a pris du retard suite à l'implication de son équipe dans d'autres projets liés à l'actualité. Ce projet sera reconduit dans le cadre d'un projet européen.

Houssein Guimbard, Kevin Lefebvre et Cristina Mitaritonna

SUIVI DE LA STRATÉGIE TARIFAIRE CHINOISE

Le projet a été abandonné suite à l'implication de son équipe dans d'autres projets liés à l'actualité. Cependant, le travail initial dans le cadre de ce projet a permis de construire une base de référence détaillée, par produit et par année, sur la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, qui a servi de base à des exercices de simulation ultérieurs au sein de l'équipe chargée de la politique commerciale.

ECONOMIE POLITIQUE DE LA MONDIALISATION ET DE LA PROTECTION COMMERCIALE

Antoine Bouët et Leysa Maty SALL, en collaboration avec Jeanne Métivier (KEDGE Business School)

RÉFORME DE L'ORGANE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS DE L'OMC

La 13^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC se tiendra du 26 au 29 février 2024 à Abou Dabi (Émirats Arabes Unis). Un sujet sensible de cette Ministérielle est la réforme de l'Organe de Règlement des Différends (ORD) dont le fonctionnement est paralysé depuis que l'administration Trump s'est opposée à la nomination de nouveaux juges de la Cour d'Appel (10 décembre 2019). L'ORD est un élément essentiel



du système commercial multilatéral, permettant de régler les litiges commerciaux et de focaliser les pays membres sur les règles multilatérales (non-discrimination, traitement national, transparence, ...). Le document présentera le contexte de cette discussion, le mécanisme de règlement des litiges commerciaux en synthétisant la recherche académique sur le sujet, la position américaine, les solutions de rechange (plurilateral MPTA, Enforcement Regulation de l'UE), enfin les propositions actuelles de réforme de l'ORD.

Produit attendu : un *Policy brief*.

Etat d'avancement : Une première base de données des litiges commerciaux notifiés à l'OMC de 1995 à 2023 a été produite offrant un état des lieux des difficultés rencontrées par l'OMC. Un point sur le dysfonctionnement de l'ORD a été effectué à la veille de la 13^{ème} Conférence Ministérielle qui s'est tenue du 26 au 29 février 2024 à Abou Dabi (Émirats arabes unis).

Pour une analyse plus approfondie, un document de travail portant sur le thème suivant « Was the WTO Dispute Settlement System Fair and Efficient ? » (Titre à confirmer) pour évaluer les dysfonctionnements de l'organe de régulation est prévu. Pour ce faire une mise à jour de la base est en cours pour avoir un niveau désagrégé HS6. Il faut encore compléter la base en identifiant les disputes discriminatoires (Non quasi-MFN), ajouter les Parties Tierces, mettre à jour les produits au niveau HS6, prendre en compte des effets fixes permettent de regrouper les pays et de voir l'hétérogénéité (sans pour autant détailler les facteurs explicatifs qui peuvent nous intéresser). Il est important d'inclure d'autres variables de contrôle (PMA, revenus, capacité juridique, démocratie, etc.)

Ensuite une estimation économétrique sera réalisée sur la base d'un modèle logit multinomial mixte à la place du modèle logit multinomial ordonné ou conditionnel, ou du logit multinomial simple.

Références :

Bouët, A., Sall, L. M., & Métivier, J. (2024). Le système commercial multilatéral sur le fil du rasoir. In *L'Economie Mondiale 2025*, Paris, La Découverte.

OMC : à Abou Dhabi, un sommet ministériel aux multiples enjeux,

- *The Conversation*, blog du 21 Février 2024.
- *Le Blog du CEPII* du 22 Février 2024.

DISCOURS POLITIQUE SUR LA MONDIALISATION ET PROTECTIONNISME

Ce projet a été abandonné du fait des contraintes de travail des deux co-auteurs correspondant à de nombreux engagements sur d'autres projets et aussi à un suivi intensif de l'actualité en 2024.

Antoine Bouët et Charlotte Emlinger



Camilo Umana-Dajud

ESTIMATION EX POST DES EFFETS DES ACCORDS COMMERCIAUX : ÉTAT DES LIEUX ET PROPOSITION D'AMÉLIORATION

Un document est en cours d'écriture. Il examine la pertinence des méthodes couramment utilisées pour évaluer les politiques commerciales. Il montre que l'estimateur de Poisson par pseudo-vraisemblance (PPML), largement utilisé, produit souvent des résultats peu fiables lorsque les politiques évaluées sont relativement récentes ou concernent un nombre limité de pays, comme c'est fréquemment le cas pour de nombreux accords de libre-échange. Dans ce contexte, l'estimateur PPML souffre d'une variance très élevée, ce qui conduit à des estimations éloignées de l'effet réel, accompagnées d'intervalles de confiance larges et d'une faible significativité statistique. Le document explore des approches alternatives qui permettent de réduire sensiblement la variance et d'évaluer ces politiques commerciales avec davantage de confiance. Le Document de travail CEPII sera publié dans les mois à venir.

OUTILS

Yu Zheng, Houssein Guimbard,
Christophe Gouel, Cristina
Mitaritonna, Leysa Maty Sall,
en collaboration avec Cecilia
Bellora (OCDE)

MISE À JOUR, DOCUMENTATION ET MAINTENANCE DU MODÈLE MIRAGE

Le modèle MIRAGE-Power a été mis à jour en utilisant la nouvelle base de données GTAP-Power 11 et la version 2017 de MAcMap-HS6. Le modèle continue d'être maintenu et présente une représentation améliorée des émissions de gaz à effet de serre (GES) et des projections du mix électrique, offrant une vision plus précise des enjeux environnementaux. Du point de vue des politiques commerciales, de nouvelles mesures commerciales temporaires ont été développées, telles que celles liées à la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine en 2018 ou les sanctions contre la Russie, permettant leur intégration dans le scénario de référence pour des analyses de politique commerciale plus adaptées. De nouvelles estimations de la protection des barrières non tarifaires dans les services ont été réalisées, en utilisant la base GTAP11.

Le wiki MIRAGE a été remplacé par un nouveau site web MIRAGE (<https://mirage-model.eu/>), incluant la documentation pour la famille de modèles MIRAGE.

Houssein Guimbard

PROTECTION TARIFAIRE MONDIALE : MAcMAP-HS6

MAcMap-HS6 est une base de données construite dans un but analytique à partir des données de protection collectées par le Centre de Commerce International (CNUCED-OMC). Cette base propose un équivalent ad valorem (i.e. un pourcentage) de la protection tarifaire



appliquée par près de 190 pays importateurs à 220 pays exportateurs sur environ 5000 produits. En 2023, la base sera mise à jour avec l'année 2022 et pourra faire l'objet de traitements retraçant l'évolution de la protection tarifaire.

Une nouvelle version de la base MAcMap-HS6 pour l'année 2022 est disponible.

PROJETS HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

LE COUT DU CONTOURNEMENT DES IMPORTATIONS RUSSES

Charlotte Emlinger, Kevin Lefebvre

Les restrictions aux exportations mises en place par l'Union Européenne ainsi que d'autres pays vis-à-vis de la Russie à partir de février 2022 ont conduit à un contournement de commerce via des pays tiers. Si ce phénomène interroge sur l'efficacité des sanctions commerciales, il n'est toutefois pas suffisant pour évaluer l'ensemble de leurs effets. Le coût de ce contournement doit également être intégré dans l'analyse. Ce projet quantifie le coût de ce détournement pour l'économie Russe. Il s'intéresse en particulier aux mécanismes via lesquels le coût d'approvisionnement des produits sanctionnés a augmenté pour la Russie (augmentation des coûts de transports, nouveaux fournisseurs moins efficaces, réexportations de produits sanctionnées, augmentation des marges des exportateurs). Projet sur deux ans

Références :

«Working Around Sanctions. What Cost to Russia?», Charlotte Emlinger, Kevin Lefebvre, *CEPII Policy Brief*, N°50, février 2025.

«Commerce avec la Russie : des sanctions qui font plus de peur que de mal à nos exportations», Kevin Lefebvre, Charlotte Emlinger, *Le Blog du CEPII*, Vidéo, 4 janvier 2024.

«Comment la Russie contourne les sanctions économiques», Charlotte Emlinger, Kevin Lefebvre, *Alternatives économiques*, 20 mars 2024.

«Commerce avec la Russie : des sanctions qui font plus de peur que de mal à nos exportations», Kevin Lefebvre, Charlotte Emlinger, *Le Blog du CEPII*, Vidéo, 4 janvier 2024.

«Comment la Russie contourne les sanctions économiques», Charlotte Emlinger, Kevin Lefebvre, *Alternatives économiques*, 20 mars 2024.

«Une économie Potemkine», Kevin Lefebvre, *Le Point*, 20 mars 2025.

Le projet a donné lieu à une présentation au Trésor fin 2024 et continue en 2025, en particulier avec la publication d'un *Policy Brief*, d'une *Lettre du CEPII* et d'un *Document de travail CEPII*.



Antoine Bouët, Leysa Maty Sall
et Yu Zheng

UNE PREMIÈRE ESTIMATION DES EFFETS DU PROTECTIONNISME DE LA NOUVELLE ADMINISTRATION AMÉRICAINE

Une nouvelle menace se profile pour le multilatéralisme commercial en 2025, avec la victoire possible de Donald Trump à l'élection présidentielle du 5 novembre 2024. Le candidat a affirmé vouloir mettre en place, dès son arrivée au pouvoir, une augmentation de 10 points de pourcentage des droits de douane sur tous les produits en provenance de tous les « partenaires », avec un traitement spécial des importations en provenance de Chine, dont la taxation à la frontière serait accrue de 60 points de pourcentage. À l'aide du modèle MIRAGE, ce projet analyse l'impact économique potentiel de cette guerre commerciale et envisage plusieurs scénarios de représailles.

Etat d'avancement : Une première analyse a été effectuée pour informer le chapitre de l'économie mondiale sur l'avenir du multilatéralisme et donne un aperçu des effets sur le commerce et le PIB.

Cette version a été mise à jour lors de la production d'un Policy brief en ajustant le GDP jusqu'en 2022 pour prendre en compte la pandémie COVID-19, en mettant à jour les tarifs de la baseline avec la base MacMap 2022, en ajoutant le Brexit, le CETA, la guerre US-Chine et les sanctions russes relatives aux importations dans le scénario de référence et en identifiant différents scénarios de représailles.

Références :

- Bouët, A., Sall, L. M., & Métivier, J. (2024). Le système commercial multilatéral sur le fil du rasoir. In *L'Economie Mondiale 2025*, Paris, La Découverte.
- Bouët, A., Sall, L. M., & Zheng, Y. (2024). Trump 2.0 Tariffs: What Cost for the World Economy? *CEPII Policy Brief*, 49.
- Bouët A., Sall, L. M., & Zheng, Y. (2024). Le prix du Protectionnisme de Donald Trump. *La Lettre du CEPII N°450* (Upcoming Nov 2024).
- Bouët A., Sall, L. M., & Zheng, Y. (2025). Towards a Trade War in 2025: Real Threats for the World Economy, False Promises for the US, CEPII Working Paper, N°2025-03, février 2025





Les rencontres du CEPII

■ Conférences, séminaires et débats organisés ou co-organisés par le CEPII

The CEPII Research seminar "How do Mass Lay-offs affect Regional Economies?"	23 janvier 2024
The CEPII research seminar: The Who, What, When, and How of Industrial Policy - A Text-Based Approach	21 mars 2024
Table ronde "Comment rétablir la compétitivité de l'Europe ?" Regardez le replay de cette session du CEPII au Printemps de l'économie 2024	3 avril 2024
Table ronde "Fragmentation (ou pas ?) du commerce international" Regardez le replay de cette session du CEPII au Printemps de l'économie 2024	5 avril 2024
Open Call for Papers before 15 April 2024: Special Issue on "Immigration in OECD Countries" at Scandinavian Journal of Economics	15 avril 2024
23rd Doctoral Meetings in Global issues related to Trade, Macroeconomics, Migration, Taxation/ Environmental economics/ Urban Economics	25 - 26 avril 2024
The CEPII research seminar "Shooting down Trade: Firm-Level Effects of Embargoes"	2 mai 2024
The CEPII research seminar: " Talking heads. Public communication policies in an international economy? "	16 mai 2024
Séminaire compétitivité CEPII-Banque de France "Europe : quelles dépendances commerciales ?"	21 mai 2024



23 mai 2024	The CEPII research seminar: "Beyond Attraction. Does investment promotion work for FDI retention and expansion?"
12 - 13 juin 2024	Séminaire du CEPII "Macroéconomie et Finance Internationales"
13 - 14 juin 2024	Premier colloque européen sur les implications macroéconomiques des migrations
20 juin 2024	The CEPII research seminar: "East meets West - Contrasting Asian and Latin America's Trade in Digital Services Dynamics and Determinants"
25 - 26 juin 2024	The 2nd Junior Workshop on The Economics of Migration
4 juillet 2024	Séminaire compétitivité CEPII-Banque de France "Le commerce international à l'heure de la fragmentation géopolitique" "
25 septembre 2024	Présentation de l'ouvrage annuel du CEPII "L'économie mondiale 2025"
26 septembre 2024	The CEPII research seminar: "Demand and Supply Side Linkages in Exporting Multiproduct Firms"
12 octobre 2024	Le CEPII aux Rendez-vous de l'Histoire 2024 : table ronde "Les défis du commerce international"
17 octobre 2024	The CEPII research seminar: "Structural Transformation in the Era of Trade Protectionism"
5 novembre 2024	Le CEPII aux Jéco 2024 : "Les défis de l'agriculture européenne"
5 novembre 2024	Le CEPII aux Jéco 2024 : "Comment réindustrialiser la France ?"
6 novembre 2024	Le CEPII aux Jéco 2024 : atelier "Réindustrialiser la France ?"



Le CEPII aux Jéco 2024 : "Immigration et opinion publique"	6 novembre 2024
Le CEPII aux Jéco 2024 : "Europe : l'économie dans la tourmente géopolitique"	6 novembre 2024
Le CEPII aux Jéco 2024 : "Sécurité sanitaire et commerce international : vers une recomposition géographique des chaînes de valeur ?"	7 novembre 2024
The CEPII research seminar: "Sticky Gravity"	21 novembre 2024
The CEPII research seminar " Digging Up Trenches: Populism, Selective Mobility, and the Political Polarization of Italian Municipalities"	5 décembre 2024
Séminaire "Efficacité des dispositions environnementales et sociales des accords commerciaux régionaux"	9 décembre 2024
The 14th Annual International Conference "Immigration in OECD countries"	12 - 13 décembre 2024

■ Conférences, séminaires et débats organisés ou co-organisés par le Club du CEPII

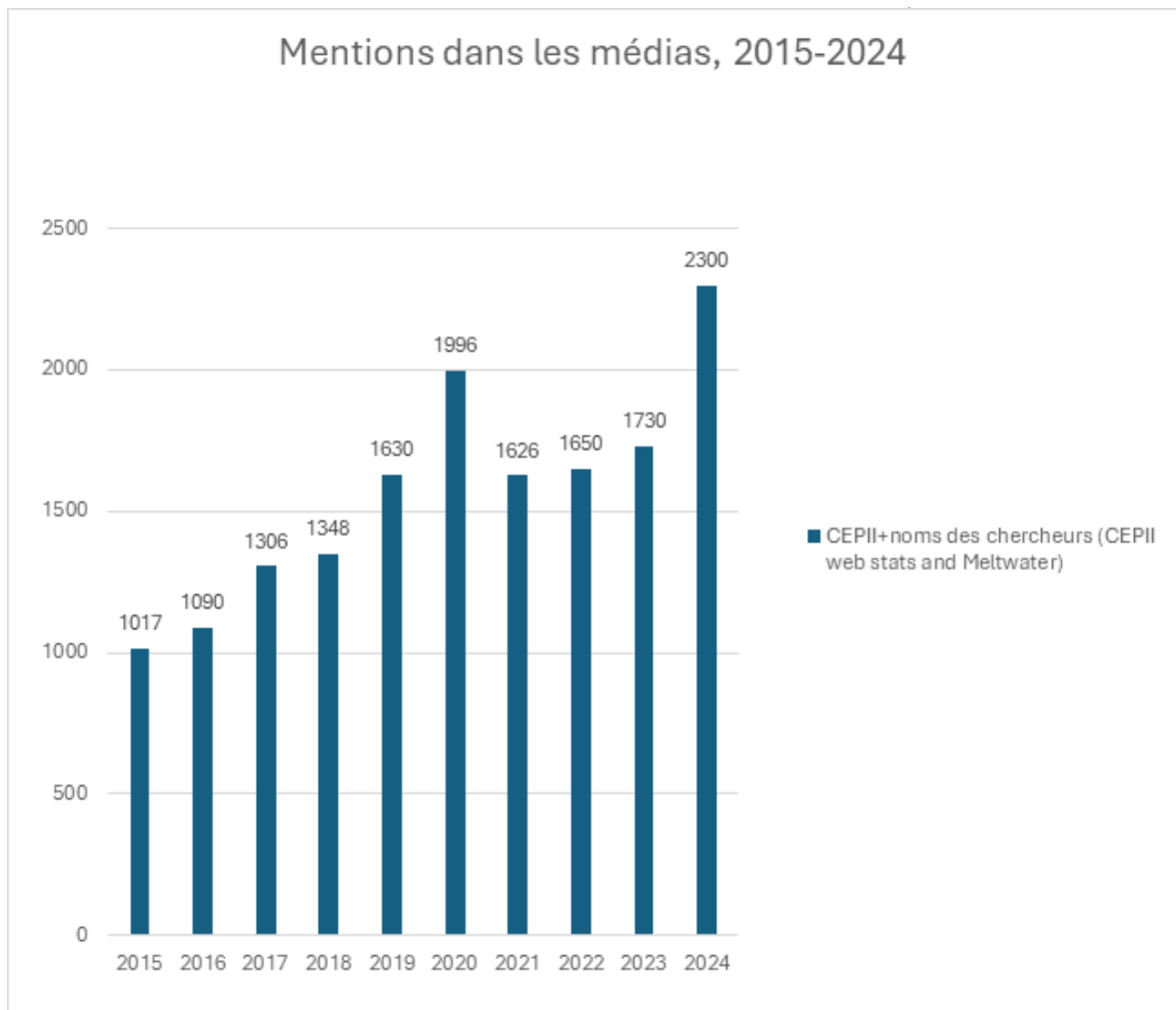
Les ETI candidates naturelles à une réindustrialisation verte ?	16 janvier 2024
L'impact du changement climatique sur les flux migratoires	12 mars 2024
Is there an economic rationale for industrial policy? With Nathan Lane, Associate Professor, University of Oxford	20 mars 2024
L'écologie politique au-delà du capitalisme	28 mars 2024
Le grand échange mongol, une mondialisation médiévale méconnue	8 avril 2024
Repenser la politique industrielle	15 mai 2024



22 mai 2024	"Global Value Chains, Foreign Investment and Regional Development in a context of geopolitical fragmentation" with Riccardo Crescenzi, Professor of Economic Geography, London School of Economics
9 juillet 2024	Cohésion économique, sociale et territoriale en Europe : quels défis pour l'avenir ?
10 septembre 2024	Le Brexit : une aubaine pour l'économie britannique ?
15 octobre 2024	Club du CEPII - OFCE "L'économie américaine au prisme des élections
17 octobre 2024	The CEPII research seminar: "Structural Transformation in the Era of Trade Protectionism"
22 octobre 2024	Club du CEPII - OFCE " Élections américaines : un tournant dans la politique protectionniste des États-Unis engagée en 2018 ?"
6 novembre 2024	Quelles leçons tirer de l'épisode d'inflation post-pandémique et du resserrement monétaire qu'il a provoqué ?, avec Thomas Kroen (FMI), coauteur du IMF World Economic Outlook 2024
11 décembre 2024	America's Immigration Experience: Lessons from the Past, Perspectives for the Future



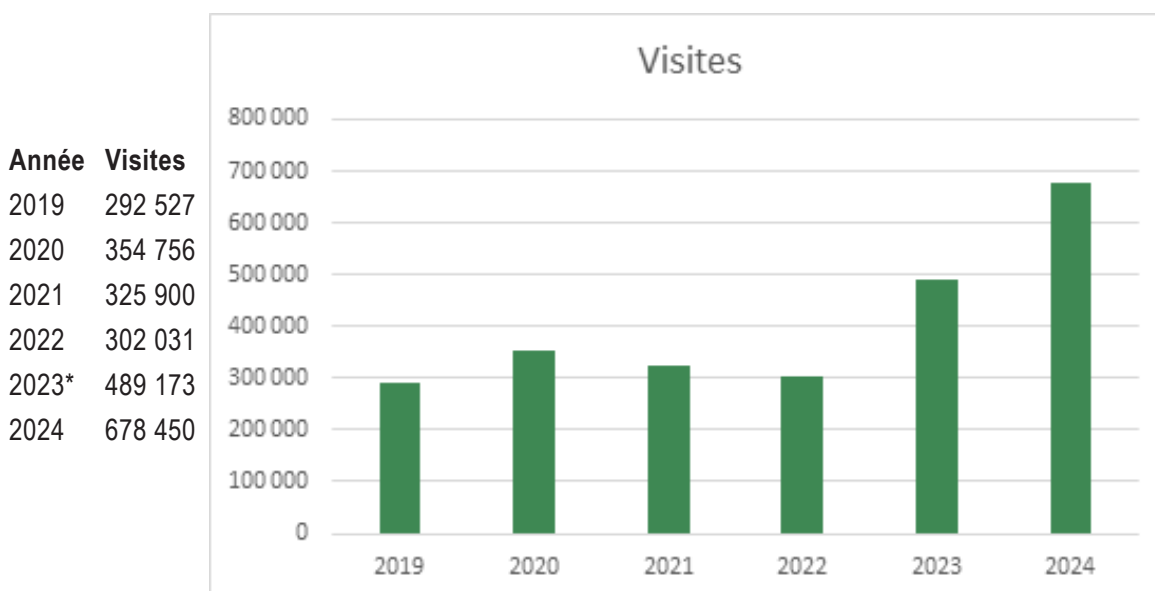
La présence dans les médias du CEPII



Le site internet du CEPII

L'intégralité des travaux du CEPII est accessible à l'internaute. Depuis la numérisation de l'ensemble des publications jusqu'en 2023, le site propose : 728 documents de travail depuis 1994 et 574 Lettres du CEPII (dont 117 en version anglaise) depuis 1979. Le site propose la consultation également de 26 bases de données, 2 modèles et 2 infographies. Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouvelles publications : 14 *Documents de travail*, 5 *Policy Briefs*, 9 numéros de *La Lettre du CEPII*, 11 *Newsletters* en français, 10 *Newsletters* en anglais, 1 rapport d'étude, 38 *billets de blogs* ainsi que l'ouvrage collectif *L'économie mondiale 2024*.

Nombre de sessions de consultation



* Estimation dû à un changement du prestataire dans les mesures d'audiences en 03/2023



Les publications du CEPII

■ RECHERCHE

1. Relationship stickiness and economic uncertainty", Forthcoming, *Review of Economics and Statistics*, I. Méjean, J. Martin and M. Parenti
2. "Foreign Shocks as Granular Fluctuations", 2024, *Journal of Political Economy*, 132(2) I. Méjean, J. di Giovanni and A. Levchenko
3. Better two eyes than one: A synthesis classification of exchange rate regimes, *International Economics*, Vol. , 2024 Carl Grekou, Cécile Couharde
4. Broadening the definition of healthcare products in global trade: Insights from a new classification, *International Economics*, Vol. 180, p. December, 2024, Pierre Cotterlaz, Guillaume Gaulier, Aude Sztulman, Deniz Ünal
5. Interest rate dynamics and commodity prices *Journal of Economic Theory*, Vol. 222, p.105915, décembre 2024, Christophe Gouel, Qingyin Ma, John Stachurski
6. Technical measures, Environmental protection, and Trade, *Review of International Economics*, Forthcoming, décembre 2024, Fabio Gaetano Santeramo, Emilia Lamonaca, Charlotte Emlinger
7. Why origin matters in trade data, *Review of World Economics*, Forthcoming, novembre 2024, Pierre Cotterlaz, Vincent Vicard
8. A multi-model assessment of inequality and climate change, *Nature Climate Change*, octobre 2024, Johannes Emmerling, Yu Zheng, et al.
9. UIP deviations in times of uncertainty: Not all countries behave alike, *Economics Letters*, vol. 242, p.111848, septembre 2024 Erica Perego, Purva Gole, Camelia Turcu



10. The Usual Suspects. Offenders' Origin, Media Reporting and Natives' Attitudes Towards Immigration, *The Economic Journal*, vol. 134(657), p.322-364, août 2024 Jérôme Valette, Sekou Keita, Thomas Renault
11. How do political tensions and geopolitical risks impact oil prices? *Energy Economics*, vol. 129, janvier 2024, Valérie Mignon, Jamel Saadaoui
12. What Makes Econometric Ideas Popular: The Role of Connectivity, *Research Policy*, vol. 53(7), 2024 Bertrand Candelon, Marc Joëts, Valérie Mignon
13. On the time-varying impact of China's bilateral political relations on its trading partners: "Doux commerce" or "trade follows the flag"? *China Economic Review*, vol. 84, 2024 Antonio Afonso, Valérie Mignon, Jamel Saadaoui
14. Free Trade Agreements and the movement of business people, *Journal of Economic Geography*, 2024 Camilo Umana Dajud, Thierry Mayer, Hillel Rapoport
15. Cheaper and Faster : The Role of Air Service Agreements on Transportation, *World Economy*, N° 47, p. 3909–3928, 2024 Charlotte Emlinger, Amélie Guillin
16. Second-generation immigrants and native attitudes toward immigrants in Europe, *Migration Studies*, 2024 Anthony Edo, Isabelle Bensidoun, Oscar Barrera
17. Current account balances' divergence in the euro area: an appraisal of the underlying forces, *The B.E. Journal of Macroeconomics*, vol. 24(1), 2024 Emmanuelle Faure, Carl Grekou, Valérie Mignon
18. Automation, global value chains and functional specialization L Fontagné, A Reshef, G Santoni, G Vannelli, *Review of International Economics* 32 (2), 662-691
19. Mignon, V., 2024, Asymmetries in the oil market: Accounting for the growing role of China through quantile regressions, *Macroeconomic Dynamics* (en collaboration avec Jamel Saadaoui).
20. How Do Immigrants Promote Exports? G Orefice, H Rapoport, G Santoni, *Journal of Development Economics* 174, 103443
21. Media Coverage of Immigration and the Polarization of Attitudes. Schneider-Strawczynski, S., and Valette, J. (2024). *American Economic Journal: Applied Economics*, 17(1): 337-368.
22. Fontagné F., P. Martin and G. Orefice (2024) "The Many Channels of Firm's Adjustment to Energy Shocks: Evidence from France" *Economic Policy*, 2024, 39(117), pp. 5-43.
23. Barba Navaretti G., L. Fontagné, G. Orefice, G. Pica and A. C. Rosso (2024) "TBTs, Firm Organization and Labour Structure" *Review of International Economics*, 2024, 32, pp.958-992.
24. Oliveira Martins (2024). Book review of "Regional policy: Theory and practice" by Ugo Fratesi, *Papers in Regional Science* vol. 103.



Rapport d'activité 2024

CEPII

CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO

Noé Chtiba

IMPRESSION

DSAF/DPL/PGFDI

CEPII

20 avenue de Ségur - TSA 10726 - 75334 Paris Cedex 07
www.cepii.fr

SOURCES PHOTOS (couverture)

iStock

Imprimé en septembre 2025

Le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) est le principal centre français de recherche et d'expertise en économie internationale. Les analyses et études du CEPII sur le commerce international, la macroéconomie et les finances, les politiques commerciales et les migrations contribuent au débat public et à la formulation des politiques économiques. Le CEPII produit des bases de données et renforce le dialogue entre chercheurs, décideurs de la sphère publique ou privée et acteurs de la société civile à travers l'organisation de nombreuses conférences.

Fondé en 1978 et placé auprès du Premier ministre, le CEPII fait partie du réseau coordonné par France Stratégie.

Rapport d'activité

CEPII

© CEPII, PARIS, 2024

Centre d'études prospectives
et d'informations internationales
20, avenue de Ségur
TSA 10726
75334 Paris Cedex 07

contact@cepii.fr
www.cepii.fr – @CEPII_Paris
Contact presse : presse@cepii.fr

Rapport d'activité du CEPII
Bilan des recherches, publications,
colloques de l'année précédente.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Antoine BOUËT

RÉALISATION :
Noé Chtiba

ISSN 2402-5968

Pour s'inscrire à
La Newsletter du CEPII :
www.cepii.fr/Resterinforme

Ce Rapport d'activité est publié
sous la responsabilité de la direction
du CEPII.

RECHERCHE ET EXPERTISE
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

